

CONGO



200 FCFA

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

www.adiac-congo.com

N° 3341 - MERCREDI 10 OCTOBRE 2018

ARMÉNIE

Denis Sassou N'Guesso
prend part aux assises
de la Francophonie

Les chefs d'Etat et de gouvernement des pays membres de l'OIF lors du sommet de Dakar au Sénégal les 29-30 novembre 2014

La XVIIe conférence de l'Organisation internationale de la Francophonie va se tenir du 11 au 12 octobre, à Erevan, en Arménie, sur le thème « *Vivre ensemble dans la solidarité, le partage des valeurs humanistes et le respect*

de la diversité ».

La délégation congolaise sera conduite par le président de la République, Denis Sassou N'Guesso, qui quitte Brazzaville aujourd'hui. Ces assises vont être consacrées à l'élection du secrétaire général

de l'organisation, poste occupé par Michaëlle Jean, qui a pour rivale l'actuelle ministre rwandaise des Affaires étrangères, Louise Mushikiwabo, dont la candidature est soutenue par les plus hautes autorités françaises.

Page 9

FOOTBALL

Trente nominés pour le ballon d'Or 2018

Le journal «France Football» a publié, le 8 octobre, la liste des trente nominés pour la succession du Portugais, Cristiano Ronaldo, cinq fois vainqueur du prestigieux trophée avec l'Argentin, Lionel Messi.

Le règne sans partage de Cristiano Ronaldo

et de Lionel Messi, qui dure depuis une décennie, va-t-il être contesté ? C'est l'enjeu de la publication par «France Football» de la liste des prétendants au ballon d'or 2018.

Ces deux stars mondiales font face aux concurrents de taille ayant conclu de la belle manière la saison écoulée par leurs prestations à la phase finale de la Coupe du monde Russie 2018.

Page 11



Cristiano Ronaldo, détenteur du ballon d'Or 2017

JOURNÉE DE LA CANNE BLANCHE

« Viens et vois » plaide
pour plus d'attention
aux aveugles

Prélude à la Journée mondiale de la canne blanche, le 15 octobre de chaque année, l'association « Viens et vois », dirigée par Emerson Massa, entend sensibiliser l'opinion nationale à l'importance de la canne blanche chez la personne vivant avec handicap visuel.

Interrogé sur l'importance de cette journée, le président de cette organisation a déclaré que « *L'utilisation de la canne blanche doit interpeller les personnes valides à prêter*



Emerson Massa

attention aux non-voyants, chaque fois qu'ils sont en difficulté ».

Page 3

URBANISATION

Une route reliant les quartiers
Nkombo et Jacques-Opangault
en étude

Situé dans le 9^e arrondissement de Brazzaville, Djiri, le quartier Jacques-Opangault sera connecté à celui de Nkombo par une voie à la hauteur de la rue Bohoulou. Le projet a fait l'objet d'un

échange entre le président de l'ONG Mouvement électoraliste et écologique pour l'émergence du Congo, Rodrigue Koumou, et les habitants de cette zone périphérique fortement enclavée.

Page 2

CONCOURS D'ENTRÉE AU CASP

Les candidats dans l'attente
des résultats définitifs

Trois cent soixante-seize élèves, venus de Brazzaville et des autres départements du pays, ont pris part au concours dont les épreuves ont eu lieu le 7 octobre, dans la capitale.

Page 5

SANTÉ PUBLIQUE

Examen du plan renforcé
de surveillance des maladies
et de riposte 2018-2022

Page 5

Éditorial

Entretien

Page 2

EDITORIAL

Entretien

Il n'est pas besoin de se déplacer très loin de Brazzaville, de Pointe-Noire, de Dolisie et autres grandes cités du Congo pour constater que les infrastructures routières, construites ou rénovées à grands frais tout au long des dix dernières années, se dégradent maintenant dangereusement. Alors qu'elles avaient permis de désenclaver les zones les plus isolées de notre territoire, qu'elles avaient permis un accroissement spectaculaire des échanges entre les villes et les villages du nord au sud et de l'est à l'ouest, elles élèvent maintenant des obstacles qui s'avèrent de plus en plus difficiles à franchir.

Cette situation est due, comme l'ont constaté récemment les autorités de la République, au surpoids des camions qui empruntent ces routes et ces autoroutes. Mais elle résulte également et surtout de l'absence d'entretien qui s'est généralisée dans tous les départements en raison du laxisme des administrations, des services publics et des collectivités locales concernées. D'où l'idée qui s'impose aujourd'hui selon laquelle l'entretien des voies routières doit désormais figurer en bonne place dans la liste des priorités du présent quinquennat.

S'il est vrai que la crise financière qui frappe le Congo et dont chacun de nous subit les effets explique, au moins en partie, le manque d'entretien qui frappe aujourd'hui de plein fouet les grandes voies routières du pays, il l'est tout autant que le temps est proche où la situation s'inversera et où les caisses de l'Etat seront suffisamment approvisionnées pour faire face aux dépenses nécessaires. Et c'est pourquoi il importe au plus haut point de prendre dès à présent les mesures qui permettront de préserver le réseau que nous avons su construire dans les années ayant suivi la fin des troubles de la fin du siècle précédent.

Bien au-delà de l'argent qui est, bien évidemment, le nerf de cette guerre, nous devons tous comprendre que la modernisation à venir de notre économie dépend plus que jamais et pour une large, très large part de notre capacité à entretenir les grandes infrastructures dont nous avons su nous doter. Ne pas le faire serait mettre en péril la mise en valeur des ressources naturelles de notre territoire, freiner les échanges entre les départements, rendre difficile voire même impossible l'accès de nos villes et de nos villages. Qui aujourd'hui peut se permettre de ne pas regarder cette vérité en face ?

Les Dépêches de Brazzaville

URBANISATION

Les habitants de Jacques-Opangault informés du projet d'aménagement de leur principale voie d'accès

L'ONG Mouvement électoraliste et écologique pour l'émergence du Congo (MEEEC), que préside Rodrigue Koumou, a entretenu, le 7 octobre à Brazzaville, la population du quartier, dans le neuvième arrondissement Djiri, sur le projet de construction de la voie Nkombo-Jacques-Opangault allant de la rue Bohoulou à l'avenue des ambassadeurs.

L'enjeu pour le président Rodrigue Koumou a été d'informer ses concitoyens des démarches

faites par son ONG auprès du ministère de l'Aménagement du territoire et de la délégation générale aux Grands travaux. Il a indiqué que le projet a été soumis au cabinet du ministre depuis le 5 mai 2017. En attendant l'aboutissement de ce projet, il a interpellé l'auditoire sur la possibilité de prévenir les érosions dans les zones à risque, attirant par la même occasion l'attention des pouvoirs publics sur l'ampleur du phénomène de glissement de terrain. « Il nous faut des réponses adaptées, surtout que nous sommes à l'orée de la période des pluies », a déclaré Rodrigue Koumou. Le président du MEEEC a soutenu les actions du maire de Brazzaville, Roger Christian Okemba, qui milite pour la rénovation du quartier Jacques-Opangault.

Guillaume Ondzé

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Enyellé abrite le lancement de la campagne nationale de sensibilisation au pacte écologique

L'activité s'ouvre, ce 10 octobre, dans le cadre du programme dénommé « Le pacte écologique pour le développement socioéconomique et durable du Congo ».

Initiée par le comité d'organisation de la deuxième édition du symposium de la jeunesse tenue du 17 au 20 septembre dernier, à Brazzaville, la campagne qui démarre à Enyellé, dans le département de la Likouala, s'étendra sur toute l'étendue du territoire national et s'articulera autour de trois grands axes, à savoir l'éducation, la formation et l'innovation.

Au plan éducation, le comité d'organisation s'engage à faire la vulgarisation du civisme écologique. A cela, il se déploiera dans les milieux publics, notamment les écoles afin d'inculquer aux générations futures le bienfondé de la protection de l'environnement.

Au plan formation, il s'agira d'organiser des ateliers de renforcement des capacités destinés aux animateurs des ONG écologiques et aux agriculteurs. Enfin, sur les innovations, il sera question de promouvoir et accompagner les jeunes porteurs de projets innovants dans le secteur écologique.

Déjà, au cours d'une conférence de presse animée le 7 octobre, l'initiateur de ce programme, Ugain Kaya Mikala, a présenté à la presse les objectifs fondamentaux visés. Son propos a porté sur deux volets: la restitution des conclusions du symposium de la jeunesse tenu sur le thème « Jeunesse et protection de l'environnement » et la présentation du programme « Le pacte écologique ».

Il était ressorti de cette rencontre, a indiqué Ugain Kaya Mikala, que la jeunesse congolaise ne portait aucun intérêt sur les questions écologiques. Aussi le rendez-vous avait-il été pris pour échanger sur ces questions. Ce symposium, a-t-il ajouté, avait également pris un certain nombre d'engagements au nombre desquels, la création d'une chaîne de télévision pour la promotion de la biodiversité, une façon de mieux vulgariser l'écosystème; la création d'un organe indépendant et consultatif de régulation des questions écologiques; l'organisation d'une semaine portes ouvertes sur les parcs nationaux; l'institutionnalisation de ce symposium.

Jean Jacques Koubemba

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC) Site Internet : www.brazzaville-adiac.com	(chef de service), Yvette Reine Nzaba, Josiane Mambou Loukoulou, Rock Ngassakys Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya	Immeuble Forescom commune de Kinshasa Gombé/Kinshasa - RDC - Tél. (+243) 015 166 200	Chef de service diffusion de Brazzaville : Guylin Ngossima Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé, Irin Maouakani Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole. Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubélé Ngono	eMail : imp-bc@adiac-congo.com
DIRECTION Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse Secrétariat : Raïssa Angombo	ÉDITION DU SAMEDI : Quentin Loubou (Coordination), Durlly Emilia Gankama	MAQUETTE Eudes Banzouzi (chef de service) Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff.		INFORMATIQUE Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate Narcisse Ofulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé
RÉDACTIONS Directeur des rédactions : Émile Gankama Assistante : Leslie Kanga Photothèque : Sandra Ignamout	RÉDACTION DE POINTE-NOIRE Rédacteur en chef : Faustin Akono Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara Commercial : Mélaïne Eta Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire). Tél. (+242) 06 963 31 34	INTERNATIONAL Directrice : Bénédicte de Capèle Adjoint à la direction : Christian Balende Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndongidi.	TRAVAUX ET PROJETS Directeur : Gérard Ebami Sala	LIBRAIRIE BRAZZAVILLE Directrice : Lydie Pongault Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo
Secrétaire général des rédactions : Gerry Gérard Mangondo Secrétaire des rédactions : Clotilde Ibara Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi	RÉDACTION DE KINSHASA Directeur de l'Agence : Ange Pongault Chef d'agence : Nana Londole Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali Coordonnateur : Alain Diasso Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi Sports : Martin Enyimo Relations publiques : Adrienne Londole Service commercial : Stella Bope Comptabilité et administration : Lukombo Caisse : Blandine Kapinga Distribution et vente : Jean Lesly Goga Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port -	ADMINISTRATION ET FINANCES Directrice : Lydie Pongault Secrétariat : Armelle Mounzeo Chef de service : Abira Kiobi Suivi des fournisseurs : Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso Personnel et paie : Stocks : Arcade Bikondi Caisse principale : Sorrelle Oba	INTENDANCE Coordonnateur général:Rachyd Badila Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayouolo Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna	GALERIE CONGO BRAZZAVILLE Directrice : Lydie Pongault Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi. Astrid Balimba, Magloire NZONZI B.
RÉDACTION DE BRAZZAVILLE Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina, Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion Service Société : Parfait Wilfried Douniama (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé, Jean Kodila Service Économie : Quentin Loubou (chef de service), Fiacre Kombo, Lopelle Mboussa Gassia Service International : Nestor N'Gampoula		PUBLICITÉ ET DIFFUSION Coordinatrice, Relations publiques : Adrienne Londole Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna Assistante commerciale : Hortensia Olabouré Commercial Brazzaville : Erhiade Gankama Commercial Pointe-Noire : Mélaïne Eta Anto	DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE) Directeur : Emmanuel Mbengué Assistante : Dina Dorcas Tsoumou Directeur adjoint : Guillaume Pigasse Assistante : Marlaine Angombo	ADIAC Agence d'Information d'Afrique centrale www.lesdepechesdebrazzaville.com Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo / Tél.: 06 700 09 00 / Email : regie@lesdepechesdebrazzaville.fr Président : Jean-Paul Pigasse Directrice générale : Bénédicte de Capèle Secrétaire général : Ange Pongault

JOURNÉE DE LA CANNE BLANCHE

L'association «Viens et vois» met l'accent sur la sensibilisation

L'organisation non gouvernementale entend mener son activité, en rapport avec la célébration de l'événement, le 15 octobre, pour montrer l'importance de l'outil de communication de la personne vivant avec handicap visuel.

La sensibilisation sera organisée en différé le 27 octobre, pour les raisons de calendrier, a expliqué Emerson Massa, président de l'association «Viens et vois», le 9 octobre aux « Dépêches de Brazzaville ». A cet effet, les unités de la circulation routière ainsi que les promoteurs et apprenants des auto-écoles seront édifiés sur l'importance de la canne blanche pour la personne vivant avec handicap visuel.

Cette canne sert à l'orientation et à la mobilité des aveugles, en prévenant ainsi les automobiles et piétons de leur présence. « *L'utilisation de ce bâton doit interpeller les personnes valides à prêter attention aux non-voyants, chaque fois qu'ils sont en difficulté* », a dit-il.

A cette même occasion, a poursuivi Emerson Massa, l'association animera une causerie-débat sur le thème « Un nouveau



regard sur la cécité ». Un jeu concours sera organisé sur la lecture de l'écriture braille, les chants et la culture générale.

L'objectif est de changer le regard condescend des hommes valides à l'égard des aveugles qu'ils ont souvent pris pour des

mendiants ou d'éternels assistés, a rappelé le président de l'association.

Emerson Massa a, en outre, invité les aveugles à sortir de ce prisme dans lequel la société les a placés, avant d'annoncer également une visite sur le site de construction de l'école inclusive des élèves voyants et malvoyants située à Kintélé, dans la banlieue nord de Brazzaville. Rappelons que la canne blanche est le symbole de la cécité et de la malvoyance. Elle a été inventée en 1930 par un jeune parisien, Guilly d'Herbement. Cet outil est encore méconnu des usagers.

Lydie Gisèle Oka

JOURNÉE MONDIALE DE LA POSTE

Le e-commerce au cœur des défis de la poste congolaise

L'activité postale au Congo doit intégrer le e-commerce comme levier de croissance parce qu'il constitue le meilleur partenaire pour les entreprises amenées à vendre leurs produits sur des plates-formes en ligne, a soutenu, le 8 octobre à Brazzaville, le ministre des Postes, télécommunications et communications électroniques, Léon Juste Ibombo, dans une déclaration à l'occasion de la célébration de l'événement.



Léon Juste Ibombo délivrant le message au nom du gouvernement

« La Société des postes et de l'épargne du Congo doit ainsi s'appuyer sur le numérique afin d'asseoir une nouvelle dynamique. Rappelons ici que l'ensemble des postes du monde est confronté à la baisse des services liés au courrier. Il apparaît donc que le commerce électronique représente un des nouveaux moteurs de croissance de notre entreprise publique », a assuré le ministre Léon Juste Ibombo.

La journée mondiale de la poste est célébrée cette année sur le thème « La poste : livrer du bien au monde entier ». Un thème qui rappelle le rôle

indéniable de la poste dans la vie des citoyens, en fournissant à tous des services de communication abordables, fiables et dignes de confiance, par son obligation du service universel.

Au Congo, le thème de la journée appelle une fois de plus la nécessité d'améliorer les services postaux à travers le numérique car, à en croire Léon Juste Ibombo, « la révolution du digital est en train de changer non seulement notre façon de vivre mais également notre façon de voir et concevoir le monde ». Pour ce faire, a-t-il souligné, le gouvernement œuvre, en rapport

avec les objectifs du Plan national de développement 2018 – 2022, au redéploiement de la poste à travers le pays ainsi qu'à sa modernisation et la promotion des nouveaux produits par « la réalisation des travaux d'implémentation du courrier hybride, l'information des services de transfert de fonds, la mise en place d'un système d'information ».

Léon Juste Ibombo a, par ailleurs, évoqué le renforcement du cadre juridique et institutionnel de l'activité postale, avec en toile de fond la finalisation de la concession du service postal universel, la prise des textes d'application de la loi postale et la constitution d'un fonds du Service postal universel. Ces démarches en cours devront encourager l'activité postale à jouir, en plus, des faveurs du numérique dont les initiatives locales sont déjà lancées. « J'en appelle aux partenaires aussi bien du domaine de la banque-assurance que des TIC à accompagner la poste congolaise dans cette grande mutation vers la poste de demain », a sollicité le ministre de tutelle.

Quentin Loubou

VIE ASSOCIATIVE

L'Univers des jeunes encourage les sportifs à lutter contre les antivaleurs

L'Organisation non gouvernementale (ONG) présidée par Maxence Ondongo a mené, le 7 octobre dans le cinquième arrondissement de Brazzaville, Ouenzé, une campagne auprès des associations sportives pour les sensibiliser aux valeurs du civisme.

« Le sport, moyen d'expression et de lutte contre les antivaleurs », a été le thème retenu par l'organisation de protection et de promotion des valeurs juvéniles pour mener son action de conscientisation. « Nous déplorons les violences entre bandes rivales à Brazzaville. Ces violences citées sont attribuées aux bébés noirs, une bande de jeunes adolescents qui se livrent à eux-mêmes et envers autrui en posant des actes de vandalisme. Mais faisons de la force intellectuelle, morale et physique apportée par le sport, un modèle de leader d'opinion pour nous distinguer de la société », a déclaré Maxence Ondongo.

Le responsable de l'Univers des jeunes a rappelé aux jeunes sportifs la dangerosité des dérives sociétales : impasses éthiques dans une évolution préoccupée par les attentes sociales. En effet, l'évaluation du risque de violence doit rester une pratique et faire l'objet d'une interrogation éthique et de définition des règles de bonne pratique, a-t-il signifié. « Vous devrez être des modèles de notre société qui est fondée sur les valeurs de citoyenneté, d'amour et de respect des autorités publiques. Vous devrez être des citoyens actifs de lutte contre les antivaleurs », a indiqué le président de l'ONG Univers des jeunes.

Les vertus du sport, a-t-il poursuivi, sont internationalement reconnues par les nations. « L'hymne national ne retentit que lorsqu'on accueille un président de la République ou en cas d'un grand match de sport. Un sportif médaillé d'or à l'étranger fera retentir l'hymne de son pays. Vous devrez donc être fiers et conscient de cette reconnaissance. Soyez des ambassadeurs de la culture de paix pour la valorisation du civisme », a-t-il exhorté.

Maxence Ondongo a encouragé les jeunes sportifs à choisir un modèle de personnage, en sport, en politique, en économie, afin de jouer leur partition au développement du pays, à l'instar des autorités. « Soyons conscients du développement de notre nation. La police nationale a un rôle à jouer. Nous aussi, devons jouer le nôtre pour faire avancer le pays », a-t-il conclu. Emu de cette séance de travail, le gestionnaire du Club sportif Baobab, Rock Awé Kikouama, a, pour sa part, déclaré : « Nous avons lancé en vain des appels pour le soutien des jeunes sportifs. Nous sommes soulagés du don de fournitures scolaires offert par cette ONG car le Baobab, notre association sportive, travaille avec de maigres moyens matériels et financiers ».

En outre, l'ONG Univers des jeunes a profité de la circonstance pour répondre aux appels des associations sportives de Brazzaville en leur offrant des kits scolaires composés essentiellement de cartables, cahiers, stylos, crayons, gourdes, gommes et autres objets nécessaires à la scolarisation des élèves.

Fortuné Ibara

REPUBLIQUE DU CONGO

ORGANISATION DES NATIONS UNIES
POUR LE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL

MINISTÈRE DU TOURISME ET DE L'ENVIRONNEMENT

APPEL A CANDIDATURE POUR LE RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT JURIDIQUE NATIONAL DANS LE CADRE DE LA MISE EN ŒUVRE DU PROTOCOLE DE MONTREAL.

Titre:	Consultant National juridique
Lieu d'affectation principal et emplacement:	Brazzaville
Mission / s à:	Brazzaville et Pointe -Noire
Début du contrat (EOD):	Décembre 2018
Fin du contrat (COB):	Mars 2019
Nombre de jours ouvrables:	120

CONTEXTE ORGANISATIONNEL

Les Parties au Protocole de Montréal sont parvenues à un accord lors de leur 28ème Réunion des Parties, le 15 octobre 2016 à Kigali, au Rwanda, en vue d'abolir progressivement les hydrofluorocarbures (HFC).

Les HFC sont des alternatives couramment utilisées aux substances appauvrissant la couche d'ozone (SAO). Bien qu'ils ne s'érodent pas eux-mêmes, les HFC sont des gaz à effet de serre, qui peuvent avoir un potentiel de réchauffement planétaire (PRG) élevé ou très élevé, atteignant le niveau de 14 000 au-dessus de la normale.

L'accord sur l'amendement de Kigali par la décision XXVIII / 1 et la décision XXVII / 2 qui l'accompagne continue l'héritage historique d'une mise en œuvre réussie du protocole de Montréal.

Dans ce contexte, la quatre-vingtième réunion du Comité exécutif du Fonds multilatéral pour l'application du Protocole de Montréal, tenue à Montréal (Canada) du 13 au 17 novembre 2017, a approuvé le financement des activités habilitantes pour la réduction progressive des HFC. Les contributions volontaires fournies par un groupe de pays non partie de l'article 5, pour la République du Congo, au coût total de 150 000 dollars. La mise en œuvre est faite par l'ONUDI.

CONTEXTE DU PROJET

Le principal objectif de ces activités habilitantes est de préparer la République du Congo à ratifier et à appliquer rapidement l'Amendement de Kigali au Protocole de

Montréal, compte tenu de la situation susmentionnée concernant la consommation actuelle des HFC et des lignes d'action suivantes:

- Soutien à la ratification rapide de l'amendement de Kigali,
- Appui aux arrangements institutionnels,
- Examen des systèmes de licences,
- Examen des systèmes de notification des données, et
- Préparation des stratégies nationales.

À cet égard, le consultant national mènera les activités indiquées dans le tableau ci-dessous en collaboration avec le consultant international de l'ONUDI, l'Unité nationale de l'ozone en République du Congo et le chef de projet de l'ONUDI.

Le Ministère du Tourisme et de l'Environnement procède ainsi au recrutement d'un Consultant Juridique.

Quel Consultant	Activités	Date limite	No de jours	Location
Soutenir la ratification nationale anticipée				
	-Revoir des arrangements institutionnels sur les mesures de contrôle des HFC et les liens avec la stratégie nationale sur l'environnement et l'atténuation des changements climatiques - Aider à la préparation des documents d'information		26	Brazzaville (avec des voyages vers d'autres sites, au besoin)
Rapport de données sur la consommation de HFC				
	Aider à examiner les mécanismes nationaux utilisés pour la déclaration des SAO afin d'inclure les HFC. Élaborer une proposition spécifique au pays pour améliorer la coordination interinstitutionnelle en ce qui concerne la collecte, la vérification et la notification de la consommation de HFC et d'autres solutions de remplacement des SAO. Aider à améliorer une base de données nationale basée sur les données ci-dessus.		18	Brazzaville (avec des voyages vers d'autres sites, au besoin)
Stratégies Nationales				
	Contribuer à l'évaluation des barrières nationales et les opportunités pour l'utilisation et l'adoption de solutions de remplacement des SAO à faible PRG Aider à préparer le concept de remplacement efficace des stocks dans le secteur des RAC - remplacement		14	Brazzaville (avec des voyages vers d'autres sites, au besoin)

	avec amélioration significative de l'efficacité énergétique			
	Aider à la préparation d'un atelier avec les ministères concernés à travers la collecte d'informations et de données pertinentes pour la conformité aux exigences conformément à l'Amendement de Kigali. Préparer la présentation / la contribution à l'atelier	10		Brazzaville (avec des voyages vers d'autres sites, au besoin)
	Aider à rédiger des propositions sur les politiques visant à surmonter les obstacles commerciaux et technico-économiques liés à l'introduction de solutions de remplacement du point de vue de la douane et de la conformité.	22		Brazzaville (avec des voyages vers d'autres sites, au besoin)
Total des jours de travail à domicile				90
Total des jours de voyage				10
Total des jours de travail				120

COMPETENCES REQUISES

Valeurs fondamentales:

1. Intégrité
2. Professionnalisme
3. Respect de la diversité

Les compétences de base:

1. Orientation vers les résultats et responsabilité
2. Planification et organisation
3. Communication et confiance
4. Esprit de l'équipe
5. Orientation du client

Compétences managériales

1. Stratégie et direction
2. Gérer les gens et la performance
3. Jugement et prise de décision
4. Résolution de conflits

EXIGENCES ORGANISATIONNELLES MINIMALES

Formation: Diplôme universitaire supérieur en droit, en économie, en sciences de l'environnement ou en gestion de l'environnement.

Expérience technique et fonctionnelle

Minimum de 5 ans d'expérience en économie, sciences de l'environnement ou gestion de l'environnement.
Bonne connaissance du mécanisme de contrôle et de conformité des substances contrôlées par MP.
Bonne connaissance du mécanisme du Protocole de Montréal.

Langues: La maîtrise du Français est indispensable et la connaissance de l'Anglais est un atout.

5. Comment faire acte de candidature

Les dossiers de candidature, adressés à Mme le Ministre du Tourisme et de l'Environnement, 11^{ème} Etage Tour Nabumba, BP. 958 Brazzaville-Congo, devront être constitués de :

- un CV détaillé,
- une lettre de motivation,
- au moins 7 adresses électroniques et numéros de téléphones de personnes de références.

Ces dossiers doivent être transmis par voie électronique à l'adresse secretaire@ministere-tourisme-gouv.cg au plus tard un mois après la date de publication et avoir pour objet la mention « RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT JURIDIQUE NATIONAL DANS LE CADRE DE LA MISE EN ŒUVRE DU PROTOCOLE DE MONTREAL ».

6. Le processus de recrutement

Les candidats retenus, après analyse des dossiers, passeront un entretien.

Fait à Brazzaville, le 07/10/2018

Arlette SOUDAN-NONAUT.-

SANTÉ PUBLIQUE

Le plan renforcé de surveillance des maladies et de riposte 2018-2022 en examen

Le document sera validé au terme de l'atelier qui réunit, du 8 au 10 octobre à Brazzaville, des cadres congolais et ceux de l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

La surveillance des maladies et la riposte concernaient initialement les maladies transmissibles. Cependant beaucoup de pays ont commencé à inclure des maladies non transmissibles dans leur programme du système de surveillance intégré de la maladie et la riposte (SIMR).

Le présent atelier est occasionné par la situation épidémiologique actuelle du Congo qui est menacé par des épidémies telles la rougeole, le monkey pox, la rage, la fièvre jaune et le choléra.

Par ailleurs, l'émergence de nouvelles maladies et affections ainsi que la survenue de nouveaux événements de santé publique ont rendu nécessaire la révision des recommandations en matière de surveillance et de riposte pour les adapter à l'évolution des priorités sanitaires.

De plus, l'importance de la veille au niveau communautaire pour passer rapidement de la détection à la confirmation et à la riposte incite les gestionnaires de programmes de maladies spécifiques à réorien-

ter leurs objectifs vers un plus large renforcement des systèmes. « *Les progrès réalisés dans la mise en place de ces systèmes ont été mitigés, malgré les efforts fournis dans le renforcement des capacités des ressources humaines et matérielles affectées aux tâches dévolues à la surveillance. Il y a deux ans passés, les indicateurs liés à la mise en œuvre intégrée de la maladie se sont dégradés au Congo* », a indiqué le Dr Ray Mankélé, chargé de programme à l'OMS-Congo.

Le Congo a adhéré à la stratégie SIMR en septembre 1998, lors de la quarante-huitième session du comité régional de l'OMS pour l'Afrique. La mise en œuvre de cette stratégie par le pays avait été marquée par l'adaptation de la première et la deuxième édition du guide SIMR, l'organisation de formations des points focaux de la surveillance épidémiologique, le renforcement du système de collecte des données par la mise à disposition des secteurs opérationnels des outils de communi-



Une vue des participants à l'atelier/Adiac tenaires.

cation, la mise à disposition des districts sanitaires ainsi que des secteurs opérationnels des outils essentiels de la surveillance épidémiologique.

« *Le Congo veut quitter la zone rouge constituée des pays qui ne publient pas leurs données épidémiologiques hebdomadaires. L'élaboration d'un plan*

d'urgence de la SIMR au Congo vise l'amélioration des capacités nationales », a fait savoir le Dr Lucien Kende, directeur par intérim au ministère de la Santé. Il a salué la reprise des réunions hebdomadaires de validation des données organisées à la direction de l'épidémiologie et de la lutte contre les maladies avec l'appui des par-

En outre, Lucien Kende s'est plaint des crises humanitaires et catastrophes naturelles qui alourdissent le fardeau des maladies transmissibles et non transmissibles, accroissant ainsi les taux de mortalité ainsi que de morbidité des enfants et des femmes.

Fortuné Ibara

ENSEIGNEMENT

La Fondation Mucodec a l'ambition d'investir dans l'éducation de base

L'idée a été évoquée, le 9 octobre, au cours d'un entretien entre le ministre de l'Enseignement primaire, secondaire et de l'alphabétisation, Anatole Collinet Makosso, et le directeur général de la fédération des Mucodec, Dieudonné Ndinga.



Le directeur général de la fédération des Mucodec/Adiac

Créée cette année, la Fondation Mucodec veut se faire un nom dans le domaine du social. En effet, après avoir lancé ses activités à travers un don de kits au ministère de la Santé, cette ONG esquisse déjà quelques pistes de collaboration avec le ministère en charge de l'Enseignement général.

« *Nous avons rencontré le ministre dans la perspective des actions à mener et à mettre en œuvre par la Fondation Mucodec, voir avec lui si la vision*

que nous avons cadre très bien avec les besoins du ministère. Par rapport aux discussions que nous avons eues et de notre vision des choses, je pense que c'est beaucoup plus centré au niveau de l'éducation de base, parce que nous pensons que c'est le fondement de l'avenir », a expliqué Dieudonné Ndinga, à sa sortie d'audience.

Selon lui, étant donné que cela s'inscrit dans le cadre des projets à réaliser pour le compte de l'année prochaine, les deux parties se sont engagées à mettre en place des équipes techniques, afin de murir les échanges pour l'aboutissement de cette initiative. « *Nous sommes en train de regarder dans quelle mesure nous allons poursuivre pour l'année prochaine. Vous savez qu'on peut avoir des idées ou une vision mais il est bien de discuter avec les responsables des départements ministériels pour savoir si cela cadre bien avec les besoins et être en mesure de mettre en œuvre des actions efficaces et adaptées* », a insisté le directeur général de la fédération des Mucodec.

Parfait Wilfried Douniama

CONCOURS D'ENTRÉE AU CASP

Les candidats dans l'attente des résultats définitifs

Trois cent soixante-seize élèves, venus de Brazzaville et des autres départements du pays, ont pris part à l'examen dont les épreuves ont eu lieu le 7 octobre, dans la capitale.

Le concours a été lancé par Gaspard Symphorien Mbou Likibi, directeur général du Centre d'application de la statistique et de la planification (Casp). Les candidats ont affronté les épreuves écrites des mathématiques supplémentées du cumul numérique pour ceux du concours direct et la dissertation économique pour les professionnels.

Le Casp forme des statisticiens capables de concevoir des études et recueillir, traiter, analyser et diffuser les données statistiques. La production de ces données et leur utilisation sont souvent à la base des décisions importantes dans les domaines de la santé, du tourisme, de l'éducation, de l'agriculture, de la banque, de la justice, du transport, etc.

Les quotas aux concours d'entrée à ce centre sont limités conformément aux dispositions réglementaires et aux capaci-

tés d'accueil. Sur les trois cent soixante-seize candidats qui ont pris part au concours, soixante-dix seulement seront admis à ce centre placé sous la tutelle du ministère du Plan, de la statistique et de l'intégration régionale. « *Les candidats sélectionnés sont ceux venant des classes de premières et ceux admis au baccalauréat des séries scientifiques. Certes, le principal employeur c'est l'Etat mais au niveau de la formation, nous les orientons pour qu'ils sachent qu'il y a bien des structures privées qui peuvent avoir besoin des statistiques. Il nous faut aussi un plaidoyer de la tutelle, le ministère s'y attelle* », a indiqué Gaspard Symphorien Mbou Likibi.

Le concours d'entrée au Casp s'est déroulé dans de bonnes conditions de sécurité. Deux surveillants ont été placés dans

chaque salle de classe et les candidats ont été débarrassés de tout objet ayant trait à la fraude ou à la tricherie. « *La question qui reste à régler pour le Casp, c'est la possibilité pour nos finalistes à faire le concours d'entrée dans les écoles africaines. Là, nous sommes dans un processus de réviser nos programmes avec l'appui de la Banque mondiale pour les arrimer aux standards internationaux. A terme, nos finalistes peuvent s'inscrire au concours d'élèves ingénieurs des travaux statistiques. Dans ce même cadre, il est prévu la mobilité des enseignants entre le Congo et le Cameroun malgré la modicité des ressources financières* », a expliqué Gaspard Symphorien Mbou Likibi.

Outre son arrimage aux standards internationaux, le du Casp attend que soient améliorées ses conditions d'accueil et son plateau technique à travers les formations continues.

F.I.

CAMEROUN/PRÉSIDENTIELLE

Le gouvernement dénonce l'annonce de victoire par un candidat d'opposition

Le ministre camerounais de l'Administration territoriale, Paul Atanga Nji, a déclaré, le 8 octobre, qu'il est Seul le Conseil constitutionnel a le droit exclusif de déclarer le résultat final de l'élection, Personne d'autres n'a ce droit, a dit Atanga Nji.

Cette réaction intervient après que Maurice Kamto, candidat de l'opposition au parti du Mouvement de la renaissance du Cameroun, a déclaré sa victoire à la course présidentielle. « J'ai reçu du peuple un mandat clair que j'entends défendre

jusqu'au bout », a fait savoir Maurice Kamto, lors d'une conférence de presse tenue à Yaoundé lundi, au lendemain du scrutin. S'« J'invite le président de la République sortant à organiser les conditions d'une transmission pacifique », a-t-il dit. « J'avais pour mission de taper dans le penalty, ce que j'ai fait et le but a été marqué », a signifié Maurice Kamto. Déjà peu après la fermeture des bureaux de vote dimanche, Atanga Nji avait mis en garde contre toute violence post-électorale. « Toute forme de remise en cause du verdict des urnes en dehors des voies légales ne

sera pas tolérée », avait-t-il prévenu. Selon le code électoral camerounais, les résultats des élections seront proclamés par le Conseil constitutionnel au plus tard quinze jours après la clôture du scrutin. « Rendez-vous le 22 octobre 2018 au plus tard pour la proclamation des résultats définitifs », a annoncé dimanche soir, à Yaoundé, Essoussé Erik, directeur général d'Elections Cameroon, l'organe chargé des affaires relatives aux élections. La Commission nationale de recensement général des votes doit encore rassembler les résultats pour le décompte final.

CENTRAFRIQUE

Treize suspects interpellés suite à l'assassinat de trois ressortissants chinois

L'interpellation des suspects par les Forces de sécurité intérieure (FSI) a été annoncée, le 8 octobre, par un communiqué de la mission onusienne en Centrafrique (Minusca).

Trois ressortissants chinois ont été mortellement agressés et un quatrième grièvement blessé, jeudi dernier, à Sosso-Nakombo par des habitants locaux qui croyaient que ces Chinois étaient à l'origine de la dispa-

rition de l'un de leurs compatriotes lors du naufrage d'une embarcation. « Rien ne saurait justifier la justice populaire et que les auteurs de tels actes en seront tenus responsables individuellement et devront en répondre devant la loi. La mission appelle la population à ne pas se laisser manipuler par les rumeurs et à refuser de suivre les instigateurs de telles violences », a souligné la Minusca qui a appuyé les FSI dans l'interpellation des présumés.

« L'enquête des FSI se poursuit avec le soutien de la mission, notamment par le biais de sa composante police », a indiqué la Minusca. Le procureur de la cour d'appel de l'ouest basée à Bouar, Alain Tolindo, annonçant la traque d'autres auteurs et coauteurs, a signalé que les treize personnes actuellement appréhendées sont sur le point d'être transférées dans la capitale centrafricaine, Bangui.

BÉNIN

Des meilleurs inventeurs africains seront honorés à Cotonou

Les inventeurs dont les œuvres et innovations sont susceptibles d'aboutir à la création d'entreprises dans les Etats membres de l'Organisation africaine de la propriété intellectuelle (OAPI) seront honorés au cours de la septième édition du Salon africain de l'invention et de l'innovation technologique, qui se déroulera du 24 au 27 octobre, a annoncé un communiqué publié lundi dans la métropole béninoise.

« Plusieurs prix dont le Grand prix du président de la République seront décernés aux meilleures inventions et innovations technologiques. En plus des prix qui sont offerts et des rencontres d'affaires, l'OAPI apporte un soutien financier et un encadrement technique aux trois meilleures inventions du salon en vue de favoriser leur exploitation industrielle », indique la même source. Ce salon africain de l'invention et de l'innovation technologique, explique la même source, se veut une occasion pour valoriser la créativité ainsi que l'esprit inventif et favoriser les échanges entre chercheurs, inventeurs et opérateurs économiques.

Cette édition, souligne la même source, est ouverte aux centres et laboratoires de recherche, équipes de recherche, institutions de recherche et développement, aux établissements d'enseignement technique, aux écoles d'ingénieurs, aux entreprises industrielles, aux inventeurs et chercheurs, couvrant tous les domaines de la technologie et des sciences appliquées, y compris la médecine, la pharmacopée traditionnelle et les TIC, résidant sur le territoire OAPI ou à l'étranger. Créée en 1962 avec pour missions principales de délivrer les titres de propriété industrielle et de participer au développement économique des Etats membres, l'Oapi, une organisation intergouvernementale, regroupe dix-sept Etats de l'Afrique centrale, de l'Afrique de l'ouest et de l'Océan indien. Il s'agit notamment du Bénin, du Burkina Faso, du Cameroun, de la Centrafrique, des Îles Comores, du Congo, de la Côte d'Ivoire, du Gabon, de la Guinée, de la Guinée-Bissau, de la Guinée équatoriale, du Mali, de la Mauritanie, du Niger, du Sénégal, du Tchad et du Togo. Xinhua



APPEL A MANIFESTATION D'INTERET (DJOUÉ)

Le Gouvernement de la République du Congo, conformément à la loi n° 14-2003 portant Code de l'Electricité qui libéralise le secteur, encourage la participation des opérateurs privés au développement et à l'exploitation des capacités de production d'électricité. A cet effet, les Ministères en charge de l'énergie et du portefeuille public envisagent la mise en concession de la centrale hydroélectrique du Djoué à un ou des opérateurs agissant sous le statut de délégataire du service public de l'électricité. Cette concession consiste en la réhabilitation, l'extension et l'exploitation de la centrale hydroélectrique du Djoué.

L'aménagement du Djoué est constitué d'un barrage de retenue, d'une prise d'eau alimentant une galerie d'amenée, de deux conduites forcées et d'une centrale hydroélectrique équipée de deux groupes d'une puissance unitaire de 7,5 MW. La centrale dispose d'un poste élévateur 5,5/30 kV composé de deux transformateurs d'une puissance unitaire de 9,4 MVA à travers lequel l'énergie produite est injectée dans le réseau de distribution 30 kV de la ville de Brazzaville.

Les Ministères en charge de l'énergie et du portefeuille public invitent toute personne morale intéressée par le présent avis à participer au processus de sélection en soumettant par écrit, son dossier de candidature à l'adresse suivante :

Ministère de l'Energie et de l'Hydraulique

Direction Générale de l'Energie, Immeuble des Mines et de l'Energie, 4ième étage
Place de la République
B. P. : 2120
E-mail : meh_cab@yahoo.fr

Les candidats intéressés doivent fournir des informations indiquant qu'ils sont qualifiés pour assumer cette délégation de service public (brochures, références concernant l'exécution de contrats analogues, expérience dans des conditions semblables, capacité financière et capacité de mobilisation des fonds ainsi que toutes autres informations jugées pertinentes en rapport avec la prestation).

Les critères de pré-qualification sont les suivants :

(i) les qualifications générales et l'expérience du candidat dans la production et l'exploitation de l'hydroélectricité ;

(ii) l'expérience du candidat dans la réalisation de missions similaires à la présente (environnement et envergure de l'ouvrage).

Les dossiers de manifestation d'intérêt doivent être présentés en quatre exemplaires dont un original et trois copies, dans une enveloppe scellée et sans raison sociale. Ils seront adressés à Monsieur le Ministre de l'Energie et de l'Hydraulique (Cellule de Gestion des Marchés Publics), à l'adresse mentionnée ci-dessous, au plus tard le vendredi 16 novembre 2018 à 12 heures, heure locale (Congo), et porter expressément la mention suivante :

« Manifestation d'intérêt/Centrale hydroélectrique du Djoué »

Ministère de l'Energie et de l'Hydraulique
Cellule de Gestion des Marchés Publics, 3ième étage Immeuble des Mines et de l'Energie, B. P. : 2120 Place de la République

A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement

Les frais d'études des dossiers s'élèvent à 500 000 FCFA, payables par chèque ou par virement bancaire à l'ordre de l'Agence de Régulation du Secteur de l'Electricité (ARSEL).

Les résultats de la pré-qualification seront connus des candidats au plus tard le vendredi 30 novembre 2018 et ceux retenus recevront ultérieurement une lettre d'invitation à soumissionner.

Les candidats intéressés peuvent obtenir des informations complémentaires au Ministère de l'Energie et de l'Hydraulique (Direction Générale de l'Energie), les jours ouvrables, du lundi au vendredi, de 10 heures à 15 heures.

Pour le Ministre,

Le DEP,
Simplice Clotaire NGOYA

REPUBLIQUE DU CONGO

ORGANISATION DES NATIONS UNIES
POUR LE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL



MINISTRE DU TOURISME ET DE L'ENVIRONNEMENT

APPEL A CANDIDATURE POUR LE RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT
DOUANIER NATIONAL DANS LE CADRE DE LA MISE EN ŒUVRE DU
PROTOCOLE DE MONTREAL.

Titre:	Consultant National en Douane
Lieu d'affectation principal et emplacement:	BRAZZAVILLE
Mission / s à:	Brazzaville et Pointe-Noire
Début du contrat (EOD):	Décembre 2018
Fin du contrat (COB):	Mars 2019
Nombre de jours ouvrables:	120

CONTEXTE ORGANISATIONNEL

Les Parties au Protocole de Montréal sont parvenues à un accord lors de leur 28ème Réunion des Parties, le 15 octobre 2016 à Kigali, au Rwanda, en vue d'abolir progressivement les hydrofluorocarbures (HFC).

Les HFC sont des alternatives couramment utilisées aux substances appauvrissant la couche d'ozone (SAO). Bien qu'ils ne s'érodent pas eux-mêmes, les HFC sont des gaz à effet de serre, qui peuvent avoir un potentiel de réchauffement planétaire (PRG) élevé ou très élevé, atteignant le niveau de 14 000 au-dessus de la normale.

L'accord sur l'amendement de Kigali par la décision XXVIII / 1 et la décision XXVII / 2 qui l'accompagne continue l'héritage historique d'une mise en œuvre réussie du protocole de Montréal.

Dans ce contexte, la quatre-vingtième réunion du Comité exécutif du Fonds multilatéral pour l'application du Protocole de Montréal, tenue à Montréal (Canada) du 13 au 17 novembre 2017, a approuvé le financement des activités habilitantes pour la réduction progressive des HFC. Les contributions volontaires fournies par un groupe de pays non partie de l'article 5, pour la République du Congo, au coût total de 150 000 dollars. La mise en œuvre est faite par l'ONUDI.

CONTEXTE DU PROJET

Le principal objectif de ces activités habilitantes est de préparer la République du Congo à ratifier et à appliquer rapidement l'Amendement de Kigali au Protocole de Montréal, compte tenu de la situation susmentionnée concernant la consommation actuelle des HFC et des lignes d'action suivantes:

- Soutien à la ratification rapide de l'amendement de Kigali,
- Appui aux arrangements institutionnels,
- Examen des systèmes de licences,
- Examen des systèmes de notification des données, et
- Préparation des stratégies nationales.

À cet égard, le consultant national mènera les activités indiquées dans le tableau ci-dessous en collaboration avec le consultant international de l'ONUDI, l'Unité nationale de l'ozone en République du Congo et le chef de projet de l'ONUDI.

Le Ministère du Tourisme et de l'Environnement procède ainsi au recrutement d'un Consultant Douanier.

Quel Consultat	Activités	Date limite	No de jours	Location
Soutenir la ratification nationale anticipée				
Activités spécifiques pour le pays visant au soutien de lancer des arrangements institutionnels				
	Contribuer à l'examen et à la mise à jour des codes d'exploitation et des normes pour l'utilisation correcte et efficace des HFC et les autres solutions de remplacement des SAO		28	Brazzaville (avec des voyages vers d'autres sites, au besoin)
Examen du système des licences				
	Contribuer à l'élaboration de codes tarifaires harmonisés en fonction des engagements pris pour les HFC, en accordant une attention particulière aux mélanges de HFC. Contribuer à la définition et à l'établissement de nouveaux codes tarifaires		28	Brazzaville (avec des voyages vers d'autres sites, au besoin)
Rapport de données sur la consommation de HFC				
	Élaborer une proposition spécifique au pays pour améliorer la coordination interinstitutionnelle en ce qui concerne la collecte, la vérification et la notification de la consommation de HFC et d'autres solutions de remplacement des SAO. Aider à améliorer une base de données nationale basée sur les données ci-dessus. Élaborer une proposition spécifique et efficace pour améliorer les registres et les outils de contrôle des HFC et d'autres substances de remplacement en		16	Brazzaville (avec des voyages vers d'autres sites, au besoin)

coopération avec les douanes, les autorités et les parties prenantes			
Stratégies Nationaux			
Contribuer à l'évaluation des barrières nationales et les opportunités pour l'utilisation et l'adoption de solutions de remplacement des SAO à faible PRG Aider à préparer le concept de remplacement efficace des stocks dans le secteur des RAC - remplacement avec amélioration significative de l'efficacité énergétique		28	Brazzaville (avec des voyages vers d'autres sites, au besoin)
Aider à la préparation d'un atelier avec les ministères concernés à travers la collecte d'informations et de données pertinentes pour la conformité aux exigences conformément à l'Amendement de Kigali. Préparer la présentation / la contribution à l'atelier		10	Brazzaville (avec des voyages vers d'autres sites, au besoin)
Total des jours de travail à domicile			110
Total des jours de voyage			10
Total des jours de travail			120

COMPETENCES REQUISES

Valeurs fondamentales:

1. Intégrité
2. Professionnalisme
3. Respect de la diversité

Les compétences de base:

1. Orientation vers les résultats et responsabilité
2. Planification et organisation
3. Communication et confiance
4. Esprit de l'équipe
5. Orientation du client

Compétences managériales

1. Stratégie et direction
2. Gérer les gens et la performance
3. Jugement et prise de décision
4. Résolution de conflits

EXIGENCES ORGANISATIONNELLES MINIMALES

Formation: Diplôme universitaire supérieur en Droit, en sciences de l'environnement ou en gestion de l'environnement

Expérience technique et fonctionnelle:

Minimum de 5 ans d'expérience en économie, sciences de l'environnement ou gestion de l'environnement.
Bonne connaissance du mécanisme de contrôle et de conformité des substances contrôlées par MP.
Bonne connaissance du mécanisme du Protocole de Montréal.

Langues: Maîtrise du français est indispensable et la connaissance de l'anglais est un atout.

5. Comment faire acte de candidature

Les dossiers de candidature, adressés à Mme la Ministre du Tourisme et de l'Environnement, 11^e Etage Tour Nabemba. BP. 958 Brazzaville-Congo, devront être constitués de:

- un CV détaillé,
- une lettre de motivation,
- au moins 2 adresses électroniques et numéros de téléphones de personnes de références.

Ces dossiers doivent être transmis par voie électronique à l'adresse secretariatministre@ministere-tourisme.gouv.cg au plus tard un mois après la date de publication et avoir pour objet la mention «RECRUTEMENT D'UN CONSULTANTS DOUANIER NATIONAL DANS LE CADRE DE LA MISE EN ŒUVRE DU PROTOCOLE DE MONTREAL »

6. Le processus de recrutement

Les candidats retenus, après analyse des dossiers, passeront un entretien.

Fait à Brazzaville, le 02 OCT 2018

Arlette SOUDAN-NONAUT.-

ZONE FRANC

Les États adoptent un plan d'action contre le blanchiment

Le texte approuvé le 8 octobre, à Paris, par les pays membres de la zone à l'issue d'une réunion des ministres des Finances, vise à lutter contre le blanchiment et le financement du terrorisme.

Commentant les termes du document dans lequel les pays concernés se sont engagés à une meilleure « mobilisation » des recettes fiscales, Bruno Le Maire, lors d'une conférence de presse, a déclaré : « C'est un point d'étape absolument majeur qui a été franchi aujourd'hui ». Le ministre français de l'Economie et des finances s'est félicité de ce que tous les Etats soient tombés d'accord pour adopter « un plan d'action et un calendrier détaillé pour le renforcement de la lutte anti-blanchiment et de la lutte contre le financement du terrorisme ». Estimant qu'il s'agit d'une « avancée importante » pour la zone franc qui regroupe quinze pays africains, Bruno Le

Maire a souligné la volonté de l'ensemble des pays d'obtenir une « meilleure mobilisation des recettes fiscales (...) pour garantir la solidité du développement économique ». « Une meilleure mobilisation des recettes fiscales, c'est plus de croissance et moins d'endettement », a-t-il assuré.

Selon un rapport de la Banque mondiale rendu public à l'occasion de la réunion des ministres des Finances dans la capitale française, la croissance en zone franc demeure encore « insuffisante » pour permettre « un véritable décollage économique ». Le document élaboré avec les trois banques centrales de la zone indique que les pays de cet espace, qui utilisent le franc CFA, ont



Bruno Le Maire

connu en 2017 une croissance de 3,9%, contre 3,6% l'année précédente, soutenue notamment par le rebond du prix du pétrole. « Bien que cette bonne performance permette une amélioration du PIB par tête, elle demeure insuffisante pour permettre un véritable décollage économique de la zone », regrette la BDF, ajoutant : « Cette croissance est toutefois restée supérieure à celle

de l'Afrique subsaharienne en général mais il reste des écarts significatifs entre les différents pays ». L'an dernier, les pays de la zone franc ont continué d'enregistrer des taux d'inflation (+0,8%) nettement plus faibles que ceux de l'ensemble de l'Afrique subsaharienne (+11%). Malgré cette situation, l'arrimage à l'euro a, selon la BDF, « protégé les pays de la zone franc des chocs inflation-

nistes consécutifs à de fortes dépréciations du taux de change, auxquelles ont été confrontés les pays en développement les plus vulnérables ».

Le franc CFA, une monnaie de quatorze pays francophones d'Afrique de l'ouest et du centre, est lié à l'euro par un système de parité fixe. Ces États totalisant cent cinquante-cinq millions d'habitants : huit appartenant à l'Union économique et monétaire ouest-africaine et six à la Communauté économique et monétaire d'Afrique centrale. Ces deux institutions sont dotées chacune d'une banque centrale qui émet ses propres billets et pièces ayant la même valeur même si les billets émis en Afrique centrale ne sont pas acceptés dans les pays d'Afrique de l'ouest et inversement. Aux quatorze pays utilisant le franc CFA, s'ajoutent les Comores, dont la monnaie est le franc comorien, et la France, dont trois collectivités du Pacifique (Polynésie française, Wallis et Futuna et Nouvelle-Calédonie) utilisent le franc pacifique. Les monnaies utilisées par ces États sont toutes deux également indexées sur l'euro, à une parité fixe différente du franc CFA.

Nestor N'Gampoula

« Un plan d'action et un calendrier détaillé pour le renforcement de la lutte anti-blanchiment et de la lutte contre le financement du terrorisme ».

CLIMAT

Un réchauffement de plus de 1,5°C aurait des conséquences tragiques

Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec) conclut, dans un rapport, qu'il serait possible d'éviter le pire pour la vie sur terre en limitant à 1,5°C et non 2°C, le réchauffement climatique.

Pour atteindre l'objectif, les émissions de carbone doivent être entièrement éliminées d'ici à une trentaine d'années. Une transformation immédiate et profonde qui semble bien loin des priorités des gouvernements. « Les quelques années à venir sont probablement les plus importantes de notre histoire », estime Debra Robert, coprésidente du groupe de recherche sur les conséquences du changement climatique.

Ce rapport, résumé en trente-trois pages à l'adresse des gouvernements, oriente les décideurs vers des mesures plus concrètes en vue de « façonner l'avenir des communautés vulnérables partout dans le monde ».

Amjad Abdulla, négociateur en chef des petits États insulaires pour le climat, appelle « toutes les nations civilisées à prendre leurs responsabilités et à augmenter substantiellement leurs efforts de réduction des émissions ».

À 2°C, les scientifiques du Giec pensent

qu'on assisterait à des tensions très importantes autour de l'eau et des terres agricoles, ainsi qu'à une généralisation des inondations et chaleurs extrêmes.

Des centaines de millions de personnes risqueront une plus grande pauvreté et des centaines de milliers d'espèces de plantes et d'animaux verraient leur habitat réduit de plus de 50 % et risqueraient donc l'extinction. Les tempêtes tropicales déverseront des pluies diluviennes des Philippines aux Caraïbes.

En termes d'actions à mettre en place, le rapport décrit un monde transformé, à construire avant que les bébés qui naissent aujourd'hui n'atteignent l'âge mûr. Dans ce monde, les énergies renouvelables produisent entre 70 et 85 % de l'électricité. Le nucléaire a conquis

davantage de part du marché. Le gaz, associé à des techniques de capture du carbone, ne produit plus que 8 % de l'électricité. Les centrales à charbon ont disparu. Les voitures électriques sont la norme et entre 35 et 65 % des transports ne produisent que peu, voire pas, d'émissions.

Le financement de la transition

Pour financer cette transition, le document estime à mille milliards de dollars le montant annuel des investissements, jusqu'à 2050. Il invite l'humanité à changer sa relation à la terre, avec des programmes incluant, entre autres, la protection et la multiplication des forêts.

Les exploitations agricoles remplaceront les champs pétroliers, la production alimentaire sera resserrée et des choix profondément difficiles devront être faits entre alimenter la planète en énergie ou en nourriture.

Pour les scientifiques, la seule manière de limiter réellement le réchauffement à 1,5°C signifie réduire de 45 % les émissions de CO2 des humains entre 2010 et 2030 et d'atteindre des émissions nettes totales de 0 d'ici à 2050. A ce jour, les émissions continuent de croître.

Noël Ndong

« Les quelques années à venir sont probablement les plus importantes de notre histoire »

ELECTRICITÉ

EDF s'allie à GIFF pour pallier aux enjeux de la transition énergétique

Le groupe électrique français (EDF) vient d'annoncer la création d'une coentreprise avec le sud africain GIBB, pour développer une plateforme d'accompagnement de projet en Afrique.

La nouvelle société, qui s'appellera GIBB Power, sera détenue à 70% par celle-ci et à 30% par EDF.

Elle ambitionne de devenir une plateforme d'ingénierie de référence, spécialisée dans l'accompagnement des projets répondant aux enjeux de la transition énergétique en Afrique, indique un communiqué. Ces deux entreprises comptent coopérer dans les domaines de l'ingénierie thermique, comme en Afrique du Sud où le gouvernement prévoit une sortie progressive du charbon et de l'hydraulique en Zambie et au Mozambique. Ainsi, GIBB Power permettra à EDF d'identifier, de cribler et de développer de nouveaux projets en Afrique, ajoute le communiqué.

EDF est implaté dans quinze pays africains et vise à multiplier, par trois, son activité hors d'Europe d'ici à 2030.

Noël Ndong

ARMÉNIE

Le Congo présent aux assises de la Francophonie

La délégation congolaise à la XVII^e conférence l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), les 11-12 octobre, à Erevan, sera conduite par le président de la République, Denis Sassou N'Guesso.

Le chef de l'Etat quitte Brazzaville, ce 10 octobre, pour la capitale arménienne où il participera, aux côtés de ses pairs, au sommet de la Francophonie. Ces assises consacreront l'élection au poste de secrétaire général de l'organisation détenu par la sortante, Michaëlle Jean, qui a pour rivale l'actuelle ministre rwandaise des Affaires étrangères, Louise Mushikiwabo.

Pour de nombreux observateurs, les chances de la Canadienne d'origine haïtienne, élue en 2014, lors du sommet de l'OIF de Dakar (Sénégal), sont compromises du fait du soutien apporté à la diplomate rwandaise par les plus hautes autorités françaises.

Outre l'enjeu lié au poste à occuper, le sommet d'Erevan est convoqué sur le thème « Vivre ensemble dans la solidarité, le partage des valeurs humanistes et le respect de la diversité : source de paix et de prospérité dans l'espace francophone ». Comme à chacune de leurs rencontres, les chefs d'Etat et de gouvernement du vaste espace francophone qui ne manque pas de problème tenteront de se pencher sur les crises qui minent certains Etats membres et d'évaluer les processus de consolidation de la démocratie.

Pour ne parler que de la sous-région d'Afrique centrale, la République démocratique du Congo est sous les projecteurs de l'actualité, au regard des élections générales prévues le 23 décembre prochain. Dans ce processus, si la décision prise par le président Joseph Kabila de ne pas briguer un troisième mandat est considérée comme un signe de décrispation salutaire, l'utilisation des machines à voter lors de ces élections continue d'animer la controverse.

Il en est de même de la République centrafricaine, toujours confrontée à l'insécurité des groupes armés, avec des effets certains sur la cohabitation entre les communautés chrétienne et musulmane. On peut dire autant du Burundi qui peine à relancer le dialogue politique entre le pouvoir et l'opposition, après la contestation par cette dernière du référendum du 17 mai 2018.

L'autre pays de la sous-région qui attirera l'attention des dirigeants de l'OIF est le Cameroun qui attend, dans une certaine incertitude, les résultats de l'élection présidentielle du 7 octobre pour laquelle le candidat de l'opposition, Maurice Tamko, s'est déclaré élu avant même que le processus de dépouillement des votes ne soit mené à son terme. Ce qui fait craindre des violences postélectorales qui sont le lot de plusieurs pays membres de la Francophonie.

Et faire que la prochaine secrétaire générale de l'OIF, Michaëlle Jean ou Louise Mushikiwabo, aura à cœur d'œuvrer à promouvoir « le vivre ensemble et la solidarité » au sein de l'espace francophone. Ses Etats membres en ont besoin pour espérer gagner la longue bataille de la prospérité.

Les Dépêches de Brazzaville

Louise Mushikiwabo défie Michaëlle Jean

La ministre rwandaise des Affaires étrangères veut succéder à la Canadienne à la tête de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), alors que cette dernière voudrait briguer un second mandat. Les deux femmes vont être départagées lors du XVII^e sommet de cet espace qui se tiendra du 11 au 12 octobre à Erevan, en Arménie.



Louise Mushikiwabo



Michaëlle Jean

La rencontre de deux jours placée sur le thème « Vivre-ensemble » sera, entre autres, l'occasion pour les chefs d'Etat et de gouvernement de l'OIF de choisir la prochaine dirigeante de l'organisation. La tradition veut que ce choix soit fait par consensus plutôt que par vote formel.

En attendant de connaître celle qui aura dorénavant la charge de diriger la Francophonie, il convient de noter que Louise Mushikiwabo est soutenue par l'Afrique. Le continent veut récupérer le poste de secrétaire général, estimant que la majorité des francophones du monde vit sur son sol.

En clair, il faut noter que les pays africains, qui formeront une bonne partie de la quarantaine des dirigeants présents à Erevan, sont plus majoritaires au sein de l'OIF (vingt-sept sur cinquante-quatre membres ayant droit de vote). Avec l'Union africaine - dirigée par le Rwanda cette année -, ces pays vont apporter leur soutien à l'actuelle cheffe de la diplomatie rwandaise qui jouit aussi d'un soutien appuyé de la part du président français, Emmanuel Macron.

De son côté, Michaëlle Jean bénéficie du soutien du Québec et du Canada qui ont d'ores et déjà demandé plus de transparence dans la gestion de l'OIF. La secrétaire générale sortante défend déjà son bilan et assure avoir « positionné la Francophonie sur l'échiquier multilatéral », tout en mettant en avant son « africanité ». « Je suis Haïtienne et Canadienne afrodescendante », a-t-elle répété devant des journalistes, dénonçant des « campagnes diffamatoires » et des attaques d'une partie de la presse québécoise qui l'accuse de mener un « train de vie extravagant » après des travaux réalisés par l'OIF dans sa résidence officielle.

Selon des sources proches de l'OIF, la course pour sa direction « s'annonce très difficile » pour Michaëlle Jean, dont les appuis se comptent sur « les doigts d'une main ».

En ce qui concerne Louise Mushikiwabo, plusieurs analystes estiment qu'elle va l'emporter pour plusieurs raisons. C'est, d'ailleurs, ce que pense le secrétaire d'Etat français en charge de la Francophonie, Jean-Baptiste Lemoyne, qui a as-

suré : « *Le centre de gravité de la francophonie aujourd'hui est en Afrique (...). La France se rallie à une candidature qui est portée par un continent tout entier* ». Pour leur part, dans une tribune au quotidien français «Le Monde», Charles Josselin, Pierre-André Wiltzer, Hélène Conway-Mouret et André Vallini, quatre anciens ministres français chargés de la francophonie, écrivaient à la mi-septembre. « *Y a-t-il au monde un pays moins bien placé que le Rwanda pour prétendre présider aux destinées de la francophonie linguistique ? Sans doute pas* ».

Malgré tous les soutiens annoncés, la candidature rwandaise est critiquée dans certains milieux pour la simple raison que Kigali a remplacé, en 2008, le français par l'anglais comme langue obligatoire à l'école puis a rejoint le Commonwealth, un an plus tard.

De plus, c'est en anglais que le président rwandais, Paul Kagame, avait annoncé la candidature de Louise Mushikiwabo. Mais dans l'entourage d'Emmanuel Macron, l'on souligne que le plurilinguisme du Rwanda, loin d'être un handicap, « illustre parfaitement » la politique inclusive du président français qui veut défendre le français sans l'opposer aux autres langues.

Loin de s'arrêter à la langue, les détracteurs de la candidature rwandaise ne veulent pas que le choix de l'OIF porte sur elle, au motif que les autorités rwandaises ne respectent pas les droits de l'homme. Le Rwanda pratique « censure, menaces, arrestations, violences, assassinats » contre les journalistes qui osent dénoncer l'autoritarisme de ses dirigeants, a récemment dénoncé Reporters sans frontières.

Rappelons que les deux premiers secrétaires généraux de la Francophonie étaient originaires d'Afrique, notamment l'Egyptien Boutros Boutros-Ghali et le Sénégalais Abdou Diouf.

Nestor N'Gampoula

PORTRAITS DES DEUX CANDIDATES

Louise Mushikiwabo

Née le 22 mai 1961 à Kigali, elle a fait ses études à l'université du Rwanda à Butare, où elle a obtenu un diplôme d'anglais en 1984. En 1990, elle quitta son pays pour les Etats-Unis. Bilingue, mariée à un Américain, elle reviendra dans son pays en 2008. Louise Mushikiwabo fait son entrée en politique et sera nommée ministre de l'Information par le président Paul Kagame, avant de décrocher le porte-feuille des Affaires étrangères en décembre 2009. Cette femme qui veut succéder à Michaëlle Jean aux fonctions de secrétaire générale de l'OIF avait annoncé sa candidature à ce poste en 2018.

Michaëlle Jean

Cette Canadienne d'origine haïtienne est née le 6 septembre 1957 à Port-au-Prince (Haïti). Femme d'Etat, diplomate, animatrice de télévision et journaliste, elle a occupé les fonctions de gouverneure générale du Canada, notamment de décembre 2005 à septembre 2010. Polyglotte, elle parle cinq langues : français, anglais, espagnol, italien et créole haïtien. La secrétaire générale sortante de l'OIF a été désignée à ce poste le 30 novembre lors du XVe sommet de la Francophonie à Dakar, au Sénégal, devenant ainsi la première femme à l'occuper.



Rentrée littéraire du Congo (Relico) du 12 au 13 octobre 2018

Thème :

La littérature un outil de cohésion nationale et du mieux vivre ensemble.

Auteur Invité d'honneur :

Aline Olga Lonzaniabeka

Lieu :

Librairie Les Manguiers
(Les Dépêches de Brazzaville)

Pour tout renseignement.

Tél. : 06 666 84 94 / 05 551 89 46



APPEL A CANDIDATURE POUR LE RECRUTEMENT D'UN ASSISTANT ADMINISTRATIF
DU PROJET TROISIEME COMMUNICATION NATIONALE

Poste : National
Lieu : Ministère du Tourisme et de l'Environnement
Durée : 12 mois avec possibilité d'extension sur 36 mois
Prise de Fonction : 15 novembre 2018

1- Contexte:
La République du Congo a ratifié la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC) en 1996, son Protocole de Kyoto en 2006 et l'Accord de Paris en Avril 2017, après leurs adoptions par l'Assemblée Générale de l'Organisation des Nations Unies (ONU). Depuis lors, le pays s'emploie à faire face à ses obligations vis-à-vis de ladite convention, son protocole de Kyoto et l'Accord de Paris. Ce qui s'est traduit entre autres par :

- la préparation de deux communications nationales transmises au Secrétariat de la CCNUCC, respectivement en 2001, pour la Communication initiale et en 2009 pour la seconde ;
- la publication d'un décret portant création du Comité National sur les Changements Climatiques.

Le pays doit encore faire face aux besoins sans cesse croissant des obligations de mise en œuvre de la CCNUCC que sont la production des Rapports biennaux actualisés (BUR) et les Contributions Prévue et Déterminées au niveau National (CPDN / (INDC) pour l'Accord de 2015. En Novembre 2014, le pays a engagé le processus de préparation de sa Troisième Communication Nationale à la CCNUCC, traduit par l'adoption en avril 2015 de son rapport d'auto évaluation national de la Seconde Communication Nationale. Après approbation du document de projet, le Ministère du Tourisme et de l'Environnement, entend permettre au pays, avec l'appui du Programme ONU

Environnement de préparer sur une base participative et d'un large consensus sa Troisième Communication Nationale à la CCNUCC, qui devra garantir l'appropriation de ces résultats par les institutions nationales, ce qui est un gage de l'intégration des préoccupations des changements climatiques dans les politiques sectorielles de l'économie nationale.

Ainsi dans le cadre du projet portant préparation de la Troisième Communication Nationale (TCN) et 1er Rapport Biennal Actualisé, la Ministre du Tourisme et de l'Environnement recherche Un Cadre motivé pour Assister le Coordonnateur National de ce Projet.

2- Cadre Organisationnel :
Ce poste est à pourvoir à temps plein au sein du Projet «Troisième Communication Nationale >>, financé par le Fonds pour l'Environnement Mondial à travers le Programme ONU Environnement

3- Responsabilité:
Placé sous la Responsabilité du Coordonnateur National du Projet, l'Assistant Administratif (AA) assistera le Coordonnateur National du Projet (CNP) pour faciliter une bonne exécution du projet. Son implication dans les activités précédentes dans le cadre des Changements Climatiques est une condition sine qua non.

- Assister le Coordonnateur National du Projet à gérer les activités du projet ;
- Assister le CNP dans l'allocation et la réallocation des fonds du projet et dans le contrôle des dépenses ;
- Assister le CNP à préparer un plan de travail ;
- Assister le CNP à préparer le rapport d'activités trimestriel du projet ;
- Faciliter le processus de recrutement du personnel du projet (rédiger les termes de

référence et l'annonce des vacances de postes, organiser les entretiens, tenue du registre des consultants nationaux, préparation du processus de recrutement, etc.) ;

- Prendre des dispositions pour l'acquisition du matériel de bureau pour les besoins du projet sur une base concurrentielle. Inventorier le matériel non consommable ;
- Apporter un appui logistique aux ateliers et sessions de formation organisés dans le cadre du projet.
- Participer, si possible, aux sessions régionales Internationales de formation se rapportant aux changements climatiques ;
- Créer et entretenir un système d'archives du projet ;
- Apporter un appui administratif général aux activités du projet ;
- Exécuter d'autres tâches liées au projet à la demande du Coordonnateur National du Projet ;
- S'assurer que l'on rende bien compte des fonds du projet au bailleur en produisant des rapports réguliers
- Préparer les états des frais conformément au code budgétaire du PNUE ;
- Préparer l'état financier trimestriel

4- Critères de qualifications:

- Etre de nationalité congolaise ;
- Etre âgé (e) d'au moins 45 ans ;
- Etre titulaire d'un diplôme universitaire (Bac +4) en économie, Comptabilité ou gestion Administrative ;
- Avoir 3 ans minimum d'expérience acquise dans un domaine lié aux changements climatiques. ;
- Avoir une expérience professionnelle dans les organisations internationales est un atout ;
- Avoir une parfaite connaissance de l'information

et du traitement de textes ;

• Il/elle doit avoir travaillé sur des activités liées aux changements climatiques.
Aptitudes personnelles
- Excellente capacité de communication écrite et orale
- Apte à travailler dans une équipe pluridisciplinaire
- Aptitude à prendre des initiatives dans son domaine de compétence

Connaissances linguistiques
- La maîtrise du Français et de l'Anglais est indispensable.

5. Comment faire acte de candidature
Les dossiers de candidature devront être constitués d'un CV détaillé et d'une lettre de motivation adressés à Mme la Ministre du Tourisme et de l'Environnement, 11e Etage Tour Nabemba. BP. 958 Brazzaville-Congo. Ces dossiers doivent être transmis par voie électronique à l'adresse secretariatministre@ministere-tourisme.gouv.cg au plus tard un mois après la date de publication

6. Le processus de recrutement
Les candidats retenus, après analyse des dossiers, passeront un entretien.

Fait à Brazzaville, le 02 OCT 2018



Arlette SOUDAN-NONAUT.-

APPEL A CANDIDATURE POUR LE RECRUTEMENT DU COMPTABLE
DU PROJET TROISIEME COMMUNICATION NATIONALE

Poste : National
Lieu : Ministère du Tourisme et de l'Environnement
Durée : 12 mois avec possibilité d'extension sur 36 mois
Prise de Fonction : 15 novembre 2018

1- Contexte:
La République du Congo a ratifié la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC) en 1996, son Protocole de Kyoto en 2006 et l'Accord de Paris en Avril 2017, après leurs adoptions par l'Assemblée Générale de l'Organisation des Nations Unies (ONU). Depuis lors, le pays s'emploie à faire face à ses obligations vis-à-vis de ladite convention, son protocole de Kyoto et l'Accord de Paris. Ce qui s'est traduit entre autres par :

- la préparation de deux communications nationales transmises au Secrétariat de la CCNUCC, respectivement en 2001, pour la Communication initiale et en 2009 pour la seconde ;
- la publication d'un décret portant création du Comité National sur les Changements Climatiques.

Le pays doit encore faire face aux besoins sans cesse croissant des obligations de mise en œuvre de la CCNUCC que sont la production des Rapports biennaux actualisés (BUR) et les Contributions Prévue et Déterminées au niveau National (CPDN / (INDC) pour l'Accord

de 2015.

En Novembre 2014, le pays a engagé le processus de préparation de sa Troisième Communication Nationale à la CCNUCC, traduit par l'adoption en avril 2015 de son rapport d'auto évaluation national de la Seconde Communication Nationale. Après approbation du document de projet, le Ministère du Tourisme et de l'Environnement, entend permettre au pays, avec l'appui du Programme ONU Environnement de préparer sur une base participative et d'un large consensus sa Troisième Communication Nationale à la CCNUCC, qui devra garantir l'appropriation de ces résultats par les institutions nationales, ce qui est un gage de l'intégration des préoccupations des changements climatiques dans les politiques sectorielles de l'économie nationale.

Ainsi dans le cadre du projet portant préparation de la Troisième Communication Nationale (TCN) et 1er Rapport Biennal Actualisé, la Ministre du Tourisme et de l'Environnement recherche Un Cadre motivé pour Assister le Coordonnateur National de ce Projet.

2- Cadre Organisationnel :
Ce poste est à pourvoir à temps plein au sein du Projet Troisième Communication Nationale», financé par le Fonds pour l'Environnement Mondial à travers le Programme ONU Environnement

3- Responsabilité:
Le Comptable travaillera sous la supervision directe du Coordonnateur National du Projet et en collaboration avec l'Assistant Administratif. Il sera chargé de :

- Exécuter le travail de tenue des livres comptables ;
- Suivre la paie / les factures / les reçus et faire accorder tous les engagements de dépenses de fonds ;
- Assurer une bonne comptabilité ;
- Préparer l'état des frais conformément au code budgétaire du PNUE ;
- Conseiller sur une bonne utilisation des fonds et confirmer l'exactitude des engagements de dépenses avec le CNP.

4- Critères de qualifications:

- Etre de nationalité congolaise ;
- Etre âgé au moins de 35 ans ;
- Etre titulaire d'un diplôme universitaire (Bac+3 minimum) en comptabilité / économie / gestion ;
- Avoir au moins de trois ans d'expérience de travail avec les agences internationales ;
- Avoir une maîtrise parfaite de l'informatique et être capable d'utiliser des logiciels comptables tels que Excel Cs Pro 1 Microsoft Access.

Aptitudes personnelles
• Excellente capacité de communication écrite

et orale ;

- Apte à travailler dans une équipe pluridisciplinaire ;
- Aptitude à prendre des initiatives et à réfléchir de manière stratégique.

Connaissances linguistiques
• La maîtrise du Français et de l'Anglais est indispensable.

5. Comment faire acte de candidature
Les dossiers de candidature devront être constitués d'un CV détaillé et d'une lettre de motivation adressés à Mme la Ministre du Tourisme et de l'Environnement / 11e Etage Tour Nabemba. BP. 958 Brazzaville-Congo. Ces dossiers doivent être transmis par voie électronique à l'adresse secretariatministre@ministere-tourisme.gouv.cg au plus tard un mois après la date de publication.

6. Le processus de recrutement
Les candidats retenus 1 après analyse des dossiers 1 passeront un entretien.

Fait à Brazzaville, le 02 OCT 2018



Arlette SOUDAN-NONAUT.-

BALLON D'OR 2018

La succession de Cristiano Ronaldo est ouverte

«France football» a publié, depuis le 8 octobre, la liste des trente nominés pour la succession du Portugais, cinq fois vainqueur du prestigieux trophée avec l'Argentin Lionel Messi.

Le règne sans partage de Cristiano Ronaldo et de Lionel Messi qui dure depuis une décennie va-t-il être contesté ? C'est l'enjeu de la publication par «France football» de la liste des trente prétendants pour le prix de ballon d'or 2018. Sans surprise, Cristiano Ronaldo et Lionel Messi figurent parmi les prétendants. Mais rien ne leur garantit le statut de favoris devant d'autres concurrents ayant conclu de la belle manière la saison écoulée par leurs prestations à la phase finale de la Coupe du monde Russie 2018.

Les performances des différents concurrents lors de la Coupe du monde pourront, en effet, influencer celles enregistrées par les éternels favoris dans les clubs. Raison pour laquelle cette compétition planétaire met en lumière cette année sept joueurs français. À l'exception de Karim Benzema, six champions du monde, notamment Hugo Lloris, Raphaël Varane, Ngolo Kanté, Paul Pogba, Antoine Griezmann (vainqueur également de l'Europa Ligue avec l'Atletico de Madrid) et Kylian Mbappe

convoient ce prestigieux trophée. 2018 a été une année inoubliable pour Raphaël Varane en termes de performance collective.

Le Français a gagné tous les trophées majeurs. Il a soulevé avec le Real de Madrid la Ligue des champions avant d'enchaîner avec le sacre des Bleus en Russie. Ce n'est pas le seul point qui peut faire pencher la balance en sa faveur. Ce qui revient à dire que gagner la Coupe du monde n'est pas le seul atout. «France football» a, d'ailleurs, rappelé que depuis 1956 que ce plus prestigieux des trophées individuels existe, il n'a sacré que cinq joueurs tout frais champions du monde : l'Anglais Bobby Charlton en 1966, l'Italien Paolo Rossi en 1982, le Français Zinédine Zidane en 1998, le Brésilien Ronaldo en 2002 et l'Italien Fabio Cannavaro en 2006. « Le tout en quinze Coupes du monde sur la même période », précise «France football».

La régularité du Croate Luka Modric, le coéquipier de Raphaël Varane dans son club le Real Madrid, pourrait faire de lui le favori à la succession de Ronaldo. Malheureux finaliste en Russie, Modric a été logiquement désigné meilleur joueur de la Coupe du monde, meilleur joueur de l'Uefa et même meilleur joueur de la Fifa. Un avantage qui pourrait le placer devant

le meilleur buteur de la Ligue des champions, Cristiano Ronaldo, et Lionel Messi meilleur buteur de la Liga.

Ces deux stars défendraient leur statut en s'appuyant sur les performances réalisées en club, après avoir passé à côté leur campagne de Russie. Le dernier n'a inscrit qu'un seul but en quatre matches. En plus, il n'a pas pu empêcher l'élimination de l'Albi céleste en huitième de finale par les Bleus. Le premier, en termes de prestation individuelle, a même fait mieux que lors de ses différentes campagnes. Ronaldo a inscrit quatre buts pendant la Coupe du monde mais sa sélection, le Portugal, n'est pas allée loin dans cette compétition (éliminée en huitième de finale par l'Uruguay). L'Égyptien Mohamed Salah (finaliste de la Ligue des champions avec Liverpool) peut aussi saisir sa chance.

Dans cette liste, il y a des absents de taille. Robert Lewandowski (Bayern Munich), Romelu Lukaku (Manchester United), Toni Kroos (Real de Madrid), Paulo Dybala (Juventus), David De Gea (Manchester United), Manuel Neur (Bayern Munich), Leonardo Bonucci (Juventus), Mats Hummels (Bayern Munich), Pierre-Emerick Aubameyang (Arsenal), Dries Mertens (Naples), Gianluigi Buffon (PSG), Philippe Coutinho (Barcelone)...

La liste des trente nominés

Sergio Agüero (/Argentine/Manchester City), Alisson Becker (Brésil/Roma puis Liverpool), Gareth Bale (Pays de Galles/Real Madrid), Karim Benzema (France/Real Madrid), Edinson Cavani (Uruguay/PSG), Thibaut Courtois (Belgique/Chelsea puis Real Madrid), Cristiano Ronaldo (Portugal/Real Madrid puis Juventus), Kevin De Bruyne (Belgique/Manchester City), Roberto Firmino (Brésil/Liverpool), Diego Godin (Uruguay/Atlético Madrid), Antoine Griezmann (France/Atlético Madrid), Eden Hazard (Belgique/Chelsea), Isco (Espagne/Real Madrid), Harry Kane, (Angleterre/Tottenham), N'Golo Kanté (/France/Chelsea), Hugo Lloris (/France/Tottenham), Mario Mandzukic (Croatie/Juventus), Sadio Mané (Sénégal/Liverpool), Marcelo (Brésil/Real Madrid), Kylian Mbappé (France/PSG), Lionel Messi (Argentine/FC Barcelone), Luka Modric (Croatie/Real Madrid), Neymar (Brésil/PSG), Jan Oblak (Slovenie/Atlético Madrid), Paul Pogba (France/Manchester United), Ivan Rakitic (Croatie/FC Barcelone), Sergio Ramos (Espagne/Real Madrid) et Mohamed Salah (Égypte/Liverpool).

James Golden Eloué



LIBRAIRIE
LES MANGUIERS

Un **Espace de Vente:** Une sélection unique de la **LITTÉRATURE CLASSIQUE** (africaine, française et italienne)

Des : Essais, Bandes dessinées, Philosophie, etc.



Un **Espace culturel** Pour vos **Manifestations :**
Présentation d'ouvrages, Conférence-débat, Dédicace
Emission Télévisée, Ateliers de lecture et d'écriture.



Les Dépêches de Brazzaville 84 Boulevard Denis Sassou N'Guesso
immeuble les manguiers (Mpila) Brazzaville République du Congo

Ouvert

DU LUNDI AU VENDREDI 9 h - 17 h
SAMEDI 9 h - 13 h



IN MEMORIAM

Maurice Akouala

10 octobre 1985- 10 octobre 2018



Tout notre Amour
éternel au grand
serviteur de l'Etat
et au digne chef
de famille.
Tu es à jamais
notre source
d'inspiration
intarissable.

Famille Akouala

IMPRIMERIE DU
BASSIN DU CONGO

Un outil industriel performant rapide.

OFFSET NUMÉRIQUE SÉRIGRAPHIE PELLICULAGE DOS CARRÉ COLLÉ CONCEPTION GRAPHIQUE



UNE LARGE GAMME DE PRODUITS



Journaux

PRESSE

Quotidiens
Hebdomadaires
Mensuels
Numéros spéciaux...



Chemises à rabat

Magazines

Cartes de visite

Dépliants

Livres

Calendriers

Flyers, Affiches

OFFSET

Chemises à rabat
Magazines
Livres
Dépliants
Documents administratifs
Calendriers
Flyers
Affiches
Divers

84, boulevard Denis-Sassou-N'Gessou
Brazzaville - République du Congo

+242 06 951 0773
+242 05 629 1317

imp.bc@adiac-congo.com

REMERCIEMENTS



Les Familles EBOULONDZI, SAH et MOULIMIO expriment toute leur gratitude aux parents, ami(e)s et connaissances qui les ont assistés de façon multiforme, lors du décès le 18 septembre 2018 à Brazzaville de leur grande soeur, mère, grand-mère et épouse, Angélique EBOULONDZI « Mère Ange ».

Son inhumation a eu lieu le Vendredi 28 septembre 2018 au Cimetière privé BOUKA.

UNE ADRESSE E-MAIL
POUR NOUS ENVOYER VOS ANNONCES
PLUS RAPIDEMENT

regie@lesdepechesdebrazzavilles.fr

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

www.lesdepechesdebrazzaville.fr

MINES

Nouvelles découvertes d'Ivanhoe et d'AVZ Minerals en RDC

Des études de faisabilité menées par les deux entreprises ont abouti à la découverte de cuivre à haute teneur et d'une grande valeur de lithium.

Une récente étude préliminaire de l'entreprise australienne AVZ Minerals révèle une valeur actuelle nette de 1,6 milliard de dollars américains pour le projet de lithium de Manono. Le directeur général d'AVZ, Nigel Ferguson, cité par *proactiveinvestors.com*, a déclaré que le projet Manono Lithium constituait désormais le plus grand projet non développé de lithium de roche dure au monde en termes de teneur, de durée de vie et d'extensibilité.

L'étude de cadrage de la société a projeté une production annuelle d'environ 440 000 tonnes. «*Le conseil d'administration d'AVZ Minerals est extrêmement satisfait des résultats des études indépendantes et a l'intention de commencer immédiatement une étude de faisabilité complète*», a déclaré Nigel Ferguson. Selon lui, les études entreprises démontrent non seulement le potentiel d'excellents résultats économiques mais mettent également en évidence les qualités durables et à faible coût qui caractérisent les actifs de niveau 1 mondial. «*Nous sommes convaincus que l'économie du projet pourra encore être améliorée, en particulier dans les domaines du transport, de la transformation, des coûts de l'énergie en utilisant une centrale hydroélectrique rénovée à Piana Mwanga et en récupérant l'étain en tant que sous-produit, ce qui peut ajouter une valeur considérable au résultat net et n'a été inclus dans aucune modélisation financière*», a-t-il fait savoir.



La découverte de Makoko d'Ivanhoe Mines

Cuivre à haute teneur

La société minière canadienne Ivanhoe Mines vient d'effectuer une nouvelle découverte de cuivre à haute teneur. Cette découverte, baptisée Makoko, indique-t-on, représente la troisième découverte majeure de cuivre d'Ivanhoe en République démocratique du Congo (RDC) depuis le début du forage de ses permis de 700 km² en juillet 2017 et se trouve à l'ouest de sa précédente découverte Kamo-Kakula, située à 270 km de Lubumbashi. L'annonce de cette découverte intervient quatre mois seulement après que la société chinoise Citic a acquis une participation de 20% dans Ivanhoe, dont le siège est à Vancouver, pour un montant de cinq cent soixante millions de dollars américains. Un financement supplémentaire a été fourni pour le

projet Kamo-Kakula.

Makoko est aussi la première des multiples zones cibles à potentiel élevé identifiées par l'équipe d'exploration de l'entreprise minière. Ivanhoe, apprend-on, prévoit de préparer une première estimation indépendante des ressources pour la découverte de Makoko au cours de ce trimestre. La société a également commencé récemment des forages d'exploration sur d'autres cibles pour tester le cuivre à haute teneur. Le coprésident d'Ivanhoe Mines, Robert Friedland, a déclaré que cette dernière découverte à Makoko valide leur modèle d'exploration des caractéristiques géologiques contrôlant la minéralisation en cuivre à haute teneur dans la région. Il s'est aussi dit confiant pour des succès d'exploration supplémentaires dans la région en

2019 et au-delà. «*Nous sommes dans la position privilégiée de posséder à 100% un vaste ensemble de terrains d'exploration dotés d'un potentiel géologique exceptionnel, adjacents à nos découvertes à Kamo et à Kakula*», a-t-il affirmé.

Quatrième plus grand projet de cuivre au monde

La campagne de forage à Makoko a mis en évidence un gisement de cuivre stratiforme près de la surface, similaire aux gisements Kamo et Kakula. Robert Friedland a rappelé que Kamo-Kakula est le quatrième plus grand projet de cuivre au monde et comprend les teneurs en cuivre les plus élevées parmi les dix plus importants gisements de cette matière au monde. Il a ajouté que la société n'était pas préoccupée par les problèmes politiques et qu'elle était confiante dans sa vision à long terme de l'exploitation minière dans le pays. «*Alors que certains investisseurs se concentrent sur des questions à court terme telles que les révisions du code minier de la RDC et la prochaine élection présidentielle, la philosophie d'Ivanhoe est de voir grand et de penser à long terme*», a-t-il indiqué, précisant que le gouvernement de la RDC a encouragé les investisseurs à poursuivre leurs efforts d'exploration dans le pays.

Le projet Kamo-Kakula est une joint-venture entre Ivanhoe Mines, Zijin Mining Group et le gouvernement de la RDC. En février dernier, Ivanhoe a annoncé que les ressources minérales indiquées à la découverte du cuivre à Kakula avaient augmenté pour atteindre 174 millions de tonnes à 5,62% de cuivre. La société prévoit de mener à bien, d'ici à la fin de l'année, une étude de pré-faisabilité pour la première phase du projet Kamo-Kakula.

Patrick Ndongidi

HAUT-LOMAMI

Le gouvernement va assister les localités dévastées par les éléphants en divagation

Des villages entiers de la province ont été rasés, il y a quelques mois, dans les territoires de Malemba Nkulu, Bukama et Kinda à Kamina, à la suite du passage des pachydermes qui ont également détruit des champs.

L'Assemblée provinciale du Haut-Lomami a, depuis lors, entrepris des démarches auprès du gouvernement provincial et du gouvernement central en vue d'obtenir une assistance urgente en faveur de la population durement touchée. Le député provincial, Paul Ngoy Nsenga, a été désigné président de la commission d'évaluation des dégâts causés par les éléphants en divagation. Ce dernier avait effectué quelques voyages à Kinshasa afin de solliciter une assistance d'urgence auprès des autorités nationales en faveur des villages touchés par la calamité.

Informé de la situation, le président de la République, Joseph Kabila, a positivement réagi. À travers son directeur de cabinet, Néhémie Mwilanya, il a décidé d'assister la population victime. Dans une correspondance datée du 17 septembre dernier, le cabinet du chef de l'Etat a donné des instructions précises aux ministères concernés, notamment ceux des Actions humanitaires et Solidarité nationale, Affaires sociales, Budget, Environnement et Enseignement primaire et secondaire, pour une intervention d'urgence en faveur des victimes. C'est ainsi qu'une nouvelle fois, Paul Ngoy Nsenga a été dépêché à Kinshasa par l'Assemblée provinciale du Haut-Lomami pour justement solliciter une intervention urgente du gouvernement central au bénéfice de 73 762 élèves en déperdition scolaire dans les villages des chefferies et



Le député provincial Paul Ngoy Nsenga Binthelu du Haut-Lomami

secteurs de Malemba Nkulu, selon les statistiques du 6 septembre avancées par des inspecteurs chefs de pools EPSP Malemba 1. Une situation qui explique, d'ailleurs, la timidité de la rentrée scolaire 2018-2019 dans cette contrée. L'assistance du gouvernement central et des partenaires de l'éducation, a indiqué Paul Ngoy Nsenga, est incontournable sinon les enfants seront forcés d'être en marge de leur formation scolaire au cours de cette année. Aussi a-t-il, au nom du président de l'Assemblée provinciale et de la population du Haut-Lomami, remercié sincèrement le chef de l'Etat pour avoir pris à cœur la souffrance de la population de cette partie du pays où trente-trois mille ménages sont en difficultés. Notons que 52 324 hectares des champs ont été dévastés et les éléphants en divagation continuent de faire peur à la population dépourvue de sources de revenu.

Martin Engimo

PRÉSIDENTIELLE

Le candidat Shekomba menace de se retirer

Le mouvement sociopolitique Mission nouvelle se dit prêt à retirer son candidat avant le vote si ses revendications en rapport avec le processus électoral ne sont pas prises en compte.

L'insistance de la Commission électorale nationale indépendante (Céni) et de son président de recourir à la machine à voter, lors des scrutins du 23 décembre, n'est pas bien perçue par une frange de la classe politique qui y voit une volonté affichée de tripatouiller les résultats du vote. Candidat à la présidentielle, Daniel Shekomba est de ceux qui pensent que cette machine à voter, du reste non constitutionnelle, n'a pas sa place dans le système de vote en République démocratique du Congo. C'est ainsi qu'il prône son retrait et son affectation à l'administration publique.

En effet, par un communiqué du 8 octobre, le leader de la plate-forme sociopolitique Mission nouvelle a saisi officiellement la Céni à qui il a fait part d'une série de préalables qui doivent être pris en compte avant le scrutin sinon, il sera obligé de se retirer de la course à la présidentielle. Outre le retrait de la machine à voter, les autres exigences formulées par Alain-Daniel Shekomba concernent, entre autres, le nettoyage complet du fichier électoral, la restructuration du bureau actuel de la Céni, le traitement protocolaire et la sécurisation égaux et immédiats de tous les candidats à l'élection présidentielle. La plate-forme Mission nouvelle exige, par ailleurs, la libération dans le délai de tous les prisonniers politiques et d'opinion mais aussi un engagement tripartite gouvernement-Céni-Monusco pour



Daniel Shekomba

le retour de tous les opposants congolais en exil avec facilitations consulaires d'obtention du document de voyage élargies à toutes leurs familles respectives. Si tous ces préalables ne sont pas satisfaits, le mouvement sociopolitique Mission nouvelle se donne la liberté de retirer son candidat du processus électoral actuel avant le vote, estimant que « l'ensemble du processus électoral et l'avenir de la nation sont plus importants que l'élection présidentielle ». Ce regroupement dit s'associer « à toutes les forces politiques et sociales de l'intérieur et de l'extérieur du pays, y compris toutes celles qui sont en dehors du processus électoral actuel afin d'obtenir un nouveau cadre politique électoral », sans donner toutefois les détails.

Alain Diasso

ANGOLA/LUNDA NORTE

Quatorze Congolais tués dans une opération de refoulement

Le vice-ministre chargé des Congolais de l'étranger a fait savoir que le gouvernement vient d'entrer en contact avec les autorités angolaises, afin de trouver une issue favorable à la situation, tout en privilégiant la voie diplomatique.

De nombreux Congolais refoulés de l'Angola depuis le début du mois, précisément de Lunda Norte, ont pris leur quartier au poste frontalier de Kamako, en République démocratique du Congo (RDC), dans la province de Kwango. Ils sont plusieurs dizaines de milliers des ressortissants congolais à avoir gagné ce village frontalier, après leur expulsion du territoire angolais dans des conditions quasi inhumaines. Ayant presque tout laissé derrière eux, ils tentent de recréer un cadre de vie en affrontant la précarité existentielle que requiert la vie des déplacés. Parmi eux, il y a les refoulés et ce qu'on appelle les retournés volontaires. Certains passent nuit à la belle étoile ou encore dans des églises, à défaut de trouver un toit. Réduits dans une situation humanitaire préoccupante, ils en appellent à l'assistance des autorités.

Des témoignages recueillis sur place renseignent que tout serait parti de l'opération de police initiée cette semaine par les autorités angolaises visant des étrangers en situation illégale et soupçonnés d'être impliqués dans le trafic

de diamants. Comme toujours en pareille situation, il y a eu des dérapages dans le chef des agents de police qui ont fait preuve d'un excès de zèle. La résistance était farouche du côté des Congolais qui ont tenu à manifester contre la manière brutale avec laquelle la police angolaise s'employait pour les refouler. Ce qui a donné lieu à des échauffourées entre les deux parties. Aux armes blanches qu'utilisaient les ressortissants congolais, la police angolaise aurait fait usage des balles réelles, à en croire la version du comité des Congolais d'Angola. La même source fait état d'un bilan de deux morts sur place, de cinq autres enregistrés dans les hôpitaux et de plusieurs blessés. Au total, d'après cette source, quatorze ressortissants de la RDC auraient été tués lors de ces accrochages. Un bilan qui n'est pas encore confirmé par des sources officielles.

Du côté congolais, il est indiqué que des dispositions sont prises au niveau du vice-ministère des Congolais de l'étranger afin de tirer cette affaire au clair. Le ministre Emmanuel Ilunga, en mission à Kampala, a fait savoir que le gouvernement venait d'entrer en contact avec les autorités angolaises afin de trouver une issue favorable à cette situation, tout en privilégiant la voie diplomatique.

A.D.

INFORMER, ANALYSER, DIFFUSER, RAYONNER

L'agence d'information du Bassin du Congo
un acteur économique majeur à vos côtés



* CONNECTEZ-VOUS

www.lesdepechesdebrazzaville.fr
www.adiac-congo.com

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

CONTACTEZ
NOUS

84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso
Brazzaville - République du Congo
regie@lesdepechesdebrazzaville.fr



VODACOM LIGUE 1

DCMP déjoue le piège Dragons/Bilima

Un seul but a suffi aux Immaculés pour venir à bout des Monstres de Kinshasa, au terme d'un des derbys de la capitale de la République démocratique du Congo.

Le Daring Club Motema Pembe (DCMP) a enregistré sa première victoire sur le terrain, le 7 octobre, au stade Tata Raphaël, en match avancé de la 15e journée de la 24e édition du championnat de la Ligue nationale de football, la Vodacom Ligue 1. Un but à zéro a été le résultat de ce derby kinois, une victoire précieuse pour les Immaculés entraînés depuis quelques jours par le technicien italien, Andrea Agostinelli, qui a pris la place d'Otis Ngoma.

L'unique but de la partie a été inscrit à la 86e mn par Junior Mbele au moment où l'adversaire évo-



luait en infériorité numérique, après l'expulsion à la 70e mn du défenseur Nkoso. C'est donc la

première victoire du DCMP sur le terrain, après celle obtenue par forfait en première jour-

née. Sa deuxième sortie, soulignons-le, s'était soldée par un nul face à Lubumbashi Sport. « Nous

étions obligés de faire un bon résultat parce que le match nul concédé à Lubumbashi n'a pas été très bien accueilli. Raison pour laquelle nous avons joué avec tous nos attaquants pour l'emporter. L'équipe a démontré l'envie de gagner jusqu'à la dernière minute », a déclaré le coach Agostinelli du DCMP. Le prochain match du team vert et blanc aura lieu ce 10 octobre contre l'AS Nyuki de Butembo, vainqueur de la Coupe du Congo de football 2018. Dans un autre match, Dauphin Noir a eu raison, au stade de l'Unité de Goma au Nord-Kivu, de Don Bosco de Lubumbashi par trois buts à deux. Et pourtant, Don Bosco a mené au score jusqu'à deux buts à zéro, avant de se faire remonter et in fine perdre la rencontre.

Martin Engimo

LUTTE CONTRE ÉBOLA

Renforcement de l'engagement communautaire à Tchioma

En visite de quelques heures dans la zone de santé rurale située au bord du lac Albert, dans la province de l'Ituri, le ministre de la Santé, le Dr Oly Ilunga Kalenga, a fait le point sur l'évolution de la maladie.

Visitant l'un des points d'entrée au port de Tchioma, le ministre Oly Ilunga a rappelé l'une des priorités de la riposte aux jeunes qui lui posaient une série de questions sur Ebola. « La collaboration étroite avec toutes les communautés est une priorité. Nous devons renforcer et créer la confiance dans les communautés locales pour suivre correctement les contacts, » a-t-il indiqué. Les jeunes s'interrogeaient notamment sur la survenue de cette épidémie chez eux et sur les moyens de lutte déployés par le gouvernement et ses partenaires. Le ministre leur a rassuré que toutes les composantes de la riposte à Tchioma étaient fonctionnelles et efficaces sous la coordination du ministère de la Santé. Il a, par ailleurs, insisté sur l'enga-

gement des jeunes dans les activités de sensibilisation et d'information, avec un accompagnement des experts venus les appuyer pour une prise de décisions appropriées face à cette maladie.

Des son côté, le vice-gouverneur de l'Ituri, Pacifique Keta Upar, qui accompagnait le ministre, a invité la population de Tchioma à « s'approprier les activités de riposte et à respecter scrupuleusement toutes les mesures de prévention pour éviter la contamination par cette maladie dangereuse, notamment le lavage des mains plusieurs fois par jour, en contribuant à respecter les consignes d'enterrements sécurisés, y compris le fait d'éviter le lavage de corps de patients morts d'Ébola, etc. »

À Tchioma, « Il est satisfaisant de trouver qu'une structure de réponse est mise en place et est fonctionnelle. Cela fait avancer la réponse sur le terrain. L'essentiel maintenant, c'est de faire en sorte que les activités d'engagement communautaire soient intensifiées pour que lesdites communautés puissent s'approprier

la lutte en toute confiance, contribuer à la surveillance et à l'adhésion aux mesures de prévention », a indiqué pour sa part le Dr Yao de l'Organisation mondiale de la santé, également membre de la délégation du ministre.

Rappelons que Tchioma était jusque-là épargné de l'épidémie de la maladie à virus Ebola, jusqu'au moment où un contact à risque s'est échappé de Beni, dans la province du Nord-Kivu, refusant de se faire vacciner et y est arrivé à la mi-septembre. Depuis lors, cette zone de santé rurale a commencé à notifier des cas. Ce contact était une dame qui a développé la maladie quelques jours plus tard avant de mourir, laissant d'autres nouveaux contacts sur son passage. La confirmation biologique du virus mortel Ebola par le laboratoire national a eu lieu au cours de la deuxième quinzaine de septembre, suivie des activités de vaccination de ces contacts pour prévenir la progression de la maladie vers d'autres zones indemnes.

Blandine Lusimana

INVESTISSEMENT

Un expert congolais opposé à toute baisse de l'endettement

Rebondissant au débat lancé par la Banque mondiale (BM) sur l'endettement massif des pays africains et le risque d'asphyxie de certaines économies régionales surendettées, Al Kitenge a rappelé que tout investissement dans le capital humain ne peut avoir lieu sans un endettement.

La BM estime que les pays africains ne devraient pas alourdir autant leurs dettes. Cette interpellation a suscité diverses réactions, dont celle d'Al Kitenge. Ce brillant économiste congolais qui adopte des positions très tranchées s'est dit préoccupé par cette mise en garde de l'institution financière internationale à l'endroit des pays africains. « Je suis très préoccupé d'entendre la BM parler d'un endettement trop élevé au niveau africain », a-t-il déclaré, soutenant au contraire que l'Afrique devrait s'endetter pour injecter des capitaux frais dans les secteurs productifs. « Il n'est pas question de ne pas s'endetter, il faut s'endetter et allouer l'argent dans les zones productives ou à effet d'entraînement positif mais également dans la bonne gouvernance. On ne peut pas augmenter la productivité du capital humain, d'autant plus qu'il faut absolument investir aussi bien dans l'éducation que dans la santé et ne pas s'endetter », a-t-il argumenté.

L'économiste pense que le débat tourne plutôt autour de la question de bonne gouvernance et de l'allocation finale de l'argent ainsi emprunté. Pour rappel, dans son dernier rapport, « Africa's Pulse » a fait état d'une dette africaine importante et de l'urgence de la « monitorer ».

Dans un certain nombre de pays africains, a affirmé la BM, le ratio de la dette continue d'augmenter dangereusement. « Il y a au moins cinq pays africains qui ont des taux d'endettement supérieurs de 60 % à leur PIB. La question est très sérieuse », a conclu Albert Zeufack, l'économiste en chef de la BM en Afrique.

Laurent Essolomwa

COLLOQUE SUR LE ROYAUME KONGO

Les participants recommandent la construction d'un grand musée à Brazzaville

La recommandation fait partie d'une série de dix autres adoptées au terme des travaux qui se sont déroulés du 2 au 3 octobre, au Mémorial Pierre-Savorgnan-de Brazza.

Quatre panels et plusieurs communications ont fait l'objet des débats, à l'issue desquels dix recommandations ont été adoptées. Il s'agit de : Restituer les contours physiques de l'aire culturelle kongo et du royaume dont les assises sont culturelles ; Identifier les communautés morales composant l'aire culturelle kongo sur laquelle s'éleva le royaume ; Réviser les manuels d'histoire en intégrant la place de la femme dans la société congolaise ; Introduire des langues nationales dans l'enseignement ; Instituer une journée gastronomique aux fins de revaloriser les mets traditionnels et l'art culinaire des communautés culturelles du Congo, pour permettre leur intégration dans la diplomatie gastronomie moderne ; Intégrer la morale du vivre-ensemble dans l'enseignement ; Financer une recherche transdisciplinaire sur les symboles graphiques liés à l'art kongo (répertoire, nommer, décrypter) ainsi que sur les modes traditionnels de communication et d'archivage de la pensée kongo ; Établir un boulevard qui quittera de la zone Kinshasa en passant par Nkulimbimbi (où était construite la première cathédrale du royaume Kon-



Une vue des officiels lors de la cérémonie de clôture

go en 1596), Cabinda jusqu'à Point-Noire, pour favoriser l'éco-tourisme ; Construire un grand musée à Brazzaville pour retracer l'histoire du royaume Kongo ; Faire une étude sur les loisirs au royaume Kongo ; Arrêter une date pour célébrer la culture kongo (Kimpa Vita, bataille d'Ambuila) au niveau de l'État ou du sous-continent. Prenant la parole pour son mot de clôture, la directrice générale du Mémorial Pierre-Savorgnan-de Brazza, marraine du colloque,

Bélinda Ayessa, a déclaré qu'au terme de ces deux journées de travail, la commodité aurait été de se précipiter dans un exercice évaluatif. D'où, elle a pensé qu'il ne lui appartenait pas de se fendre d'un bilan somme toute provisoire du colloque. Le rapport de ce colloque ouvre plutôt des voies d'explorations pratiques qui prolongeront les réflexions exposées, a-t-elle estimé.

Le choix du thème, a-t-elle poursuivi, n'obéissait pas aux sirènes

des cliquetis de mots. Parler de la vie et de l'existence consistait à poser radicalement la question de l'être-au-monde forgé et codifié à partir d'une vision nourrie de mythes, de sagesse traditionnelle ainsi que de conditionnalités de se choisir et de se définir. Ce sont là les caractéristiques générales que chaque peuple, chaque société explore selon les temps et les espaces. Elle a adressé ses félicitations à tous pour la bonne participation aux débats dignes de la fa-

meuse disputatio que l'on trouvait déjà chez les Anciens.

De même qu'elle a remercié les plus hautes autorités du pays, en particulier le président de la République, Denis Sassou N'Guesso, pour son soutien constant sans lequel ils n'auraient pas pu disposer de l'aide substantielle dont l'organisation de ce colloque avait besoin. Elle a, en outre, exprimé une infinie reconnaissance à tous les participants, venus des pays voisins ou de plus loin, avant de renouveler sa gratitude à tous les partenaires et sponsors.

« Les propos que je tiens ici sont des propos de circonstance. Ils célèbrent ce que furent ces deux journées d'échange et d'intelligence. Mais le colloque, à vrai dire, n'est pas terminé. Il reste le travail patient, ardu et silencieux de la publication des actes de nos assises. Cela devra se faire dans des délais raisonnables pour continuer à entendre en point d'orgue la polyphonie que nous ont inspirée la vie et l'existence dans le Royaume Kongo. Car le silence qui suit Mozart, c'est encore de la musique », a-t-elle conclu.

Bruno Okokana

ARTS MARTIAUX

Me Moussa déplore le niveau du karaté congolais

La compétitivité fait défaut, les contreperformances s'enchaînent, le niveau technique est en deçà de la moyenne, a relevé l'ancien entraîneur de l'équipe nationale et ancien dirigeant du département formation, actuellement directeur technique du club DGSP.

Le karaté a offert au Congo ses deux premières médailles d'or de l'histoire des Jeux africains dans les arts martiaux et sports de combat en 2015. La discipline avait alors pris son envol vers le toit du continent, dans l'objectif de s'y maintenir avant de prétendre faire bonne figure au plan mondial. D'ailleurs, la même année au championnat d'Afrique à Dakar, au Sénégal, le diable rouge Nardy Bikoka Mbako avait décroché la médaille d'or, rééditant l'exploit en 2017 à Yaoundé, au Cameroun. Mais après plus rien, estime Me Fiston Moussa, ceinture noire 5^e dan. Selon lui, les malentendus se sont par la suite multipliés dans le milieu du karaté congolais, entraînant les divisions ayant conduit à la mise à l'écart de certains sachants : formateurs et athlètes. La réalité d'aujourd'hui n'est plus celle d'avant, a-t-il regretté. « Le constat est amer. Les contre-

performances de la saison passée prouvent bien que le niveau technique a baissé. Il n'y a plus d'entraînement dans certains clubs qui, d'ailleurs, n'existent que de nom. Or en équipe nationale, on ne forme pas les karatékas mais on les prépare. Le travail de base doit se faire normalement dans les clubs », a expliqué Me Fiston Moussa.

La saison dernière, le premier baromètre ayant permis de mesurer le niveau des karatékas de Brazzaville notamment a été le championnat départemental. Juste quelques-uns ont pu sortir la tête de l'eau. Au championnat national, ce sont les mêmes qui ont brillé. Au championnat d'Afrique dédié aux athlètes de la catégorie senior, récemment disputé au Rwanda, aucune médaille. « Le Congo a perdu la troisième place qu'il occupait au plan africain », a indiqué l'actuel directeur technique

du karaté club DGSP.

Pour rehausser le niveau du karaté congolais, beaucoup de choses sont à faire, en commençant par mettre les hommes qu'il faut à la place qu'il faut, à en croire Me Fiston Moussa. Ensuite, a-t-il ajouté, organiser les séminaires de formation des formateurs sur des thèmes précis liés aux objectifs à atteindre et faire un travail de fonds sur les fondamentaux. Les séminaires peuvent porter, entre autres, sur la gestion du combat quand l'athlète mène et quand il est mené, en lui apprenant à conserver l'avantage sur l'adversaire. « Au championnat d'Afrique à Kigali, j'ai suivi la vidéo d'un diable rouge qui a perdu le combat dans les trente dernières secondes alors qu'il avait l'avantage », a indiqué Me Fiston Moussa qui a reconnu que le département de l'arbitrage organise beaucoup de séminaires pour se mettre à jour.



Me Fiston Moussa brandissant son diplôme d'entraîneur continental

Selon lui, le karaté d'aujourd'hui n'est plus statique. Le combat sur une ligne droite est un style japonais révolu. « Quand j'avais pris l'équipe nationale, j'ai imposé la méthode de combat multidirectionnel et le système de trois secondes. Ce qui nous a permis de bien contrer la tactique égyptienne aux Jeux africains et réaliser la performance que nous

connaissions tous », a précisé l'ancien chef de département formation des Diables rouges.

Pour cette nouvelle saison sportive qui commence, Me Fiston Moussa a souhaité que les karatékas mettent de côté les querelles qui les opposent pour l'intérêt du karaté, leur héritage commun.

Rominique Makaya